

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1018

17 mai 2011

SOMMAIRE

ABN AMRO Multi-Manager Funds	48821	cominvest Asia Safe Kick 10/2012	48862
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48858	cominvest Asia Safe Kick 11/2012	48862
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48858	cominvest Asia Safe Kick 8/2012	48862
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48851	cominvest Asia Safe Kick 9/2012	48862
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48852	Corolla Holding S.A.	48818
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48849	Devana S.A.- SPF	48820
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48858	Editpress Luxembourg S.A.	48821
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48852	EDM International	48824
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48849	FINANCIERE D'EVRY Spf S.A.	48822
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48858	Finland S.A.	48822
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48852	GCL Holdings S.C.A.	48852
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48852	Groupe Adeo & Cie Valadeo	48818
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48852	Helikos SE	48847
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48852	Iberian Renewable Energies, S.C.A., SI- CAR	48825
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48849	ING Index Linked Fund II	48859
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48859	ING International	48859
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48849	Iridys	48819
Allianz Global Investors Luxembourg S.A.	48859	Les Terrasses S.A.- SPF	48823
Aquilon S.A., SPF	48821	Llyda-Lux SA	48847
Ardec S.A.	48819	Lugala S.A.- SPF	48823
Birke S.A.	48822	Millepore S.A.	48818
Blackstar Group Plc	48849	OMA Spf S.A.	48824
Boaz S.A.	48820	QS Italy SICAR S.A.	48819
Carbon Trade & Finance SICAR S.A.	48863	Sky Real Estate S.A.	48824
		Unirec S.A.	48823

Corolla Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 88.309.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 2011 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011052579/10/18.

Groupe Adeo & Cie Valadeo, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 64.283.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à:

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 7 juin 2011 à 10 heures 30 minutes au siège social de la société, 121 avenue de la Faïencerie à L-1511 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Instauration d'un capital autorisé à concurrence de la somme de soixante-dix-millions-vingt-et-un-mille euros (EUR 70.021.000.-) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de quatre euros quatre-vingt-dix-cents (EUR 4,90.-) chacune, jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.
2. Autorisation du gérant de réaliser l'augmentation du capital dans le cadre du capital autorisé pour une période de cinq (5) ans après la date de publication au Mémorial de la résolution adoptant le capital autorisé, avec la faculté de limiter ou de supprimer le droit de souscription préférentiel conformément au rapport justificatif du Gérant.
3. Modification afférente de l'article 7 des statuts.
4. Divers.

Une première assemblée a eu lieu le jeudi 28 avril 2011 avec le même ordre du jour. A défaut de quorum suffisant, aucune décision n'a pu être prise. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée.

Le Gérant.

Référence de publication: 2011057002/23.

Millepore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 83.730.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 31 mai 2011 à 10.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- Modification de l'article 2 des statuts relatif au transfert du siège social pour le mettre en conformité avec les dispositions légales;
- Introduction des dispositions légales relatives aux sociétés ayant un associé unique et modification des articles 6, 8 et 10 des statuts afin de les adapter à l'actionnariat unique;
- Suppression pure et simple du deuxième alinéa de l'article 9 des statuts;

- Modification de la date de clôture de l'exercice social pour la porter du 31 décembre au 30 juin de sorte que l'exercice social en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2011 se terminera le 30 juin 2011 et l'article 12 aura la teneur suivante:

"L'exercice social commencera le 1^{er} juillet de chaque année et se terminera le 30 juin de l'année suivante."

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011058790/23.

Iridys, Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 30.663.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 25 mai 2011 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011057595/696/15.

Ardec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1948 Luxembourg, 30, rue Louis XIV.

R.C.S. Luxembourg B 9.599.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 27 mai 2011 à 10.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2009.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011059868/1261/16.

QS Italy SICAR S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 106.582.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of QS Italy SICAR S.A. (the "Company") for the financial year ended on 31 December 2010 (the "Meeting") will be held at the registered office of the Company in Luxembourg, 84, Grand-rue, on 25 May 2011 at 11.00 a.m. local time for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To approve the report of the board of directors (collectively referred to as the "Board", each member being individually referred to as a "Director") and the report of the independent auditor (the "Auditor") for the financial year ended on 31 December 2010;
2. To approve the annual accounts for the year ended on 31 December 2010;

3. To grant discharge to the Directors and to the Auditor with respect to the performance of their respective duties for the financial year ended on 31 December 2010;
4. To re-appoint the Auditor for the period ending on 31 December 2011.

The shareholders are advised that no quorum is required to resolve on the items set out in the agenda of the Meeting and that resolutions will be taken on simple majority of the shares present or represented and favourably voting for such resolutions at the Meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy. A proxy form is available at the Company's registered office at 84, Grand-rue, L-1660 Luxembourg (fax: +352 22 60 56).

Proxy forms should be returned to the registered office of the Company to the attention of Mr Jean-Benoît Lachaise before 5.00 p.m. (Luxembourg time) on May 23, 2011 as further detailed on the proxy form.

For and on behalf of QS Italy SICAR S.A.

The Board

Référence de publication: 2011059273/28.

Boaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 62.228.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 2011 à 10.00 heures au siège social de la Société.

Ordre du jour:

1. Décision de donner procuration à M. Roberto Sala pour représenter BOAZ S.A. à l'assemblée de la société NSA Italia Srl pour décider:
 - a) Approbation du bilan clos au 31.12.2010 et des documents y relatifs,
 - b) Divers.
2. Décision de donner procuration à M. Roberto Sala pour représenter BOAZ S.A. à l'assemblée de la société Lepta Srl en liquidation pour décider:
 - a) Approbation du bilan clos au 31.12.2010 et des documents y relatifs,
 - b) définition de l'occupation des bureaux de la société Lepta Srl en liquidation par la société NSA Italia Srl,
 - c) Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011059870/20.

Devana S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 60.665.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2011 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Transfert de siège,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061764/833/19.

ABN AMRO Multi-Manager Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 78.762.

—
THE STATUTORY GENERAL MEETING

will be held on Friday 27 May 2011 at 2.00 p.m., in the Premises of BNP Paribas Investment Partners Luxembourg, building H2O, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, in order to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the report of the Board of Directors and of the auditors;
2. Approval of the annual accounts as at December 31, 2010 and allocation of the results;
3. Discharge to the directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

The owners of bearer shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are asked to deposit their shares, at least five full days before the Meeting, at the counters of the agents responsible for the financial service, as mentioned in the prospectus.

The owners of registered shares wishing to attend or to be represented at the Meeting are admitted upon proof of their identity, subject to having made known their intention to take part in the Meeting at least five full days before the Meeting.

The Meeting will validly deliberate regardless of the number of shares present or represented and the decisions will be taken by a simple majority of the shares present or represented. Every share, whatever its unit value, gives the right to one vote.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011060017/755/26.

Aquilon S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 32.641.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 27 mai 2011 à 09.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011060020/755/18.

Editpress Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4050 Esch-sur-Alzette, 44, rue du Canal.
R.C.S. Luxembourg B 5.407.

—
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

aura lieu le mercredi, 25 mai 2011 à 10.30 heures au siège social à Esch-sur-Alzette, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'administration sur l'exercice 2010.
2. Lecture du rapport du réviseur d'entreprises sur l'exercice 2010.
3. Approbation du bilan et du compte des profits et pertes de l'exercice 2010.
4. Affectation du résultat de l'exercice 2010.

5. Décharge et quitus au Conseil d'administration, aux vérificateurs aux comptes et au réviseur d'entreprises.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011060641/17.

Birke S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 79.963.

Die Aktionäre werden hiermit zur Teilnahme an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, welche am 26. Mai 2011 um 16 Uhr in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Lagebericht des Verwaltungsrats und Prüfungsbericht des Kommissars.
2. Verabschiedung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2010.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Kommissars für ihre Tätigkeit während des entsprechenden Geschäftsjahres.
5. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011061761/29/18.

FINANCIERE D'EVRY Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 34.498.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 26/05/2011 à 16.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2010;
- Affectation du résultat au 31.12.2010;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061765/18.

Finland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.097.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 mai 2011 à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.

3. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061766/29/17.

Les Terrasses S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 58.745.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2011 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Transfert de siège,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061768/833/19.

Unirec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 18.960.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 26 mai 2011 à 11.45 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011062377/795/16.

Lugala S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 40.372.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 26 mai 2011 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,

4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061769/833/19.

OMA Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 42.596.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 26/05/2011 à 16.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2010;
- Affectation du résultat au 31.12.2010;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061770/18.

Sky Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 137.481.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 mai 2011 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011061773/755/18.

EDM International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 50.523.

Notice is hereby given to the shareholders that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of EDM INTERNATIONAL will be held at the offices of RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette on May 24, 2011 at 9.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at December 31, 2010;

3. Allocation of the net results;
4. Discharge to the Directors;
5. Statutory Appointments;
6. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting of EDM INTERNATIONAL the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Shareholders are informed that they may obtain copies of the latest report at the registered office of the Company. They also may request that the report is sent to them free of charge.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2011062385/755/27.

Iberian Renewable Energies, S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 133.544.

L'an deux mille onze et le neuf février.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de RENEWABLE ENERGIES, S.C.A., SICAR (la "Société"), une société en commandite par actions ayant son siège social 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, qualifiée de société d'investissement à capital risque au sens de la loi du 15 juin 2004 sur la société d'investissement à capital risque, telle que modifiée, constituée suivant acte de Maître Joelle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), numéro 2750, le 29 novembre 2007 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133544.

Les statuts de la Société ont été dernièrement modifiés par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 septembre 2008 et publié au Mémorial, numéro 2126, le 27 octobre 2008.

L'assemblée s'est ouverte à 10.00 heures, sous la présidence de Monsieur Christoph LANZ, résidant professionnellement à Luxembourg, qui nomme comme secrétaire Madame Marilyne REQUIER, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Tania ARAUJO, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

A. l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda

I. Suppression de la référence à la Date du Dernier Closing pour la détermination du terme de la Société et remplacement par la référence au 31 Décembre 2014 comme terme de la Société, et modification subséquente des articles 3 et 24 des statuts de la Société (les «Statuts») suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés ci-joint et disponible au siège social de la Société.

II. Introduction de la définition du terme «prospectus», et modification subséquente de l'article 6 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visés ci-dessus sous I.

III. Augmentation du capital social souscrit de la Société d'un montant de dix-sept millions d'Euros (EUR 17 000 000.-) pour l'augmenter de son montant actuel de soixante-quatre millions six cent cinquante mille Euros (EUR 64 650 000.-) à quatre-vingt-un millions six cent cinquante mille Euros (EUR 81 650 000.-) par l'émission de trois cent quarante (340) Actions Ordinaires de Classe II ayant une valeur nominale de cinquante mille Euros (EUR 50 000.-) chacune, et modification subséquente de l'article 7, paragraphes 1 à 5, des Statuts, suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

IV. Augmentation du capital social autorisé de la Société d'un montant de neuf millions d'Euros (EUR 9 000 000.-) pour l'augmenter d'un montant de soixante-treize millions d'Euros (EUR 73 000 000.-) à quatre-vingt deux millions d'Euros (EUR 82 000 000 -) consistant en une (1) Action d'Associé Commandité, sept cent dix-neuf (719) Actions Ordinaires de Classe I et neuf cent vingt (920) Actions Ordinaire de Classe II ayant une valeur nominale de cinquante mille Euros (EUR 50 000.-) chacune, et modification subséquente de l'article 7, paragraphes 6 à 8 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

V. Autorisation donnée à l'Associé Commandité pour annuler les Actions rachetées et détenues par la Société, (i) dans le cas du rachat de Default Shares conformément à l'article 9 des Statuts, (ii) dans le cas du rachat d'Actions d'un ac-

tionnaire cessant d'être qualifié, ou s'avère ne pas être, un Investisseur Eligible, (iii) dans le cas d'un rachat d'Actions décidé par l'Associé Commandité dans l'intérêt des actionnaires conformément à l'article 10 des Statuts, (iv) dans le cas d'une distribution par voie de rachat d'Actions conformément aux articles 10 et 23 des Statuts ou (v) dans le cas d'un rachat d'Actions suivant décision de l'assemblée générale des actionnaires sans les annuler, de réduire le capital social souscrit de la Société jusqu'à un million d'Euros (EUR 1 000 000.-), étant le capital social souscrit minimum, incluant la prime d'émission le cas échéant, et insertion subséquente d'un nouveau paragraphe 9 à l'article 7 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

VI. Exclusion de l'application des articles 69 à 69-2 de la Loi de 1915 aux réductions du capital social souscrit de la Société décidées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société et insertion subséquente d'un dernier paragraphe à l'article 7 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

VII. Reflet à l'article 8 des dispositions de l'article 2 de la Loi de 2004, et modification subséquente des paragraphes 1 et 2 de l'article 8 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

VIII. Clarification que les obligations du vendeur, créancier gagiste ou cédant à l'égard de la Société incluent les Outstanding Commitments et les Unfunded Commitments ainsi que le Default Interest et les coûts et dépenses liés au défaut, et modification subséquente de l'article 8, paragraphe 6 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

IX. Clarification que l'Associé Commandité est autorisé à émettre à tout moment, dans la limite du capital autorisé de la Société tel que prévu à l'article 7 des Statuts, sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux Actions Ordinaires, un nombre illimité d'Actions Ordinaires aux dates ou périodes déterminées par l'Associé Commandité, et modification mineure de la procédure applicable aux Defaulting Shareholders, en ce inclus la clarification que la Société ne devra pas payer les Unfunded Commitments des Default Shares et le Default Interest, ni ne devra payer les Outstanding Commitments des Default Shares ainsi rachetées, et modification subséquente de l'article 9 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

X. Clarification (i) de la possibilité pour l'assemblée générale, s'il y a des fonds disponibles à cet effet, de décider, à tout moment, le rachat d'Actions si, comme il est démontré lors de cette assemblée, l'Associé Commandité considère que le rachat est réalisé dans l'intérêt de la Société et (ii) des cas dans lesquels l'Associé Commandité peut également décider le rachat des Actions, et modification subséquente du paragraphe 2 de l'article 10 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XI. Exclusion de l'application des articles 49-2 à 49-5 et de l'article 49-8 de la Loi de 1915 aux Actions rachetées et détenues par la Société en raison d'un rachat d'Actions sur décision de rachat prise par l'assemblée générale des actionnaires de la Société ou de l'Associé Commandité, selon le cas, et insertion subséquente d'un nouveau paragraphe 4 à l'article 10 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XII. Clarification que les droits de vote et de distribution relatifs aux Actions rachetées et détenues par la Société sur décision de l'Associé Commandité et aux Actions rachetées sur décision de rachat prise par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, sans les annuler, seront suspendus, et insertion subséquente d'un nouveau paragraphe 5 à l'article 10 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XIII. Clarification que, si la Valeur Nette d'Inventaire par Action est égale à zéro euro (EUR 0.-), l'actionnaire de la Société ne peut recouvrer ses Paid-In Commitments mais ne sera pas redevable en sus de ce montant et que, si la Valeur Nette d'Inventaire par Action est inférieure à zéro euro (EUR 0.-), la Société peut réclamer les Outstanding Commitments et/ou les Unfunded Commitments de l'actionnaire afin de payer les dettes de la Société, et insertion subséquente d'un nouveau paragraphe 9 à l'article 10 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XIV. Clarification qu'aucun rachat ne peut être effectué si le capital social souscrit de la Société, incluant la prime d'émission le cas échéant, tombe en-deçà d'un million d'euros (EUR 1 000 000.-), et modification subséquente de l'article 10, paragraphe 10, des Statuts, suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XV. Diverses modifications mineures à l'article 12 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XVI. Diverses modification mineures à l'article 14 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XVII. Clarification de la base pour le calcul des conditions de majorité pour les résolutions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, en particulier pour confirmer l'exclusion du capital social souscrit de la Société comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus, et modification subséquente de l'article 3 des Statuts, du paragraphe 8 de l'article 7 des Statuts, du paragraphe 2 de l'article 14 des Statuts, insertion d'un nouveau paragraphe 2, et modification du paragraphe 3 de l'article 20 des Statuts et des paragraphes 1 et 2 de l'article 24 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I; et insertion d'un dernier paragraphe à l'article 20 des Statuts par lequel toute décision d'une l'assemblée générale des actionnaires de la Société ayant pour effet de rejeter le statut de SICAR sous la Loi de 2004 sera prise avec l'approbation préalable de l'autorité de contrôle luxembourgeoise et avec l'approbation unanime de tous les actionnaires de la Société (excluant le capital social souscrit

comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus) suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XVIII. Clarification que les droits aux dividendes ou aux distributions pour chaque Classe d'Actions excluent les Default Shares dont les droits aux distributions ont été suspendus et que les distributions ne seront effectuées qu'à condition que le capital social souscrit, augmenté, le cas échéant, de la prime d'émission, ne tombe pas en-deçà d'un million d'Euros (EUR 1 000 000.-), et modification subséquente de l'article 23 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus sous I.

XIX. Refonte des Statuts afin de refléter les résolutions I à XVIII ci-dessus ainsi que divers changements mineurs des Statuts.

XX. Divers.

B. une convocation contenant l'ordre du jour de l'assemblée a été envoyée aux actionnaires nominatifs de la Société le 20 janvier 2011.

C. le nom des actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau de la présente Assemblée Générale et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Les procurations des actionnaires représentés seront également annexées au présent acte après avoir été signées "ne varietur" par les comparants;

D. sur une (1) Action d'Associé Gérant Commandité émise, six cent cinquante-sept (657) Actions Ordinaires de Classe I émises et cinq cent quatre-vingt (580) Actions Ordinaires de Classe II émises, une (1) Action d'Associé Gérant Commandité, trois cent septante-deux (372) Actions Ordinaires de Classe I et deux cent quatre-vingt (280) Actions Ordinaires de Classe II sont présentes ou représentées à la présente assemblée, représentant ensemble 52,74 % du capital social de la Société;

E. conformément à l'article 20 des Statuts, toute résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société ayant pour effet de modifier les Statuts doit être prise avec (i) un quorum de cinquante pour cent (50%) du capital social, (ii) l'approbation de la majorité des 2/3 du capital social présent ou représenté et votant à l'assemblée et (iii) le consentement de l'Associé Commandité;

F. en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points I. à XIX. de l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Générale»), a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de supprimer la référence à la Date du Dernier Closing pour la détermination du terme de la Société et, de la remplacer par la référence au 31 Décembre 2014 comme terme de la Société et de modifier les articles 3 et 24 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés joints à la convocation à la présente assemblée.

Seconde résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide d'introduire la définition du terme «prospectus» et de modifier l'article 6 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visés ci-dessus à la première résolution.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de ne pas augmenter le capital social souscrit de la Société d'un montant de dix-sept millions d'Euros (EUR 17 000 000.-).

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide d'augmenter le capital social autorisé de la Société d'un montant de neuf millions d'Euros (EUR 9 000 000.-) pour l'augmenter d'un montant de soixante-treize millions d'Euros (EUR 73 000 000.-) à quatre-vingt deux millions d'Euros (EUR 82 000 000.-) consistant en une (1) Action d'Associé Commandité, sept cent dix-neuf (719) Actions Ordinaires de Classe I et neuf cent vingt (920) Actions Ordinaire de Classe II ayant une valeur nominale de cinquante mille Euros (EUR 50 000.-) chacune et de modifier l'article 7, paragraphes 6 à 8 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de donner autorisation à l'Associé Commandité pour annuler les Actions rachetées et détenues par la Société, (i) dans le cas du rachat de Default Shares conformément à l'article 9 des Statuts, (ii) dans le cas du rachat d'Actions d'un actionnaire cessant d'être qualifié, ou s'avère ne pas être, un Investisseur Eligible, (iii) dans le cas d'un rachat d'Actions décidé par l'Associé Commandité dans l'intérêt des actionnaires conformément à l'article 10 des Statuts, (iv) dans le cas d'une distribution par voie de rachat d'Actions

conformément aux articles 10 et 23 des Statuts ou (v) dans le cas d'un rachat d'Actions suivant décision de l'assemblée générale des actionnaires sans les annuler, de réduire le capital social souscrit de la Société jusqu'à un million d'Euros (EUR 1 000 000.-), étant le capital social souscrit minimum, incluant la prime d'émission le cas échéant, et d'insérer un nouveau paragraphe 9 à l'article 7 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide d'exclure l'application des articles 69 à 69-2 de la Loi de 1915 aux réductions du capital social souscrit de la Société décidées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société et d'insérer un dernier paragraphe à l'article 7 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Septième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de refléter à l'article 8 les dispositions de l'article 2 de la Loi de 2004 et de modifier les paragraphes 1 et 2 de l'article 8 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de clarifier que les obligations du vendeur, créancier gagiste ou cédant à l'égard de la Société incluent les Outstanding Commitments et les Unfunded Commitments ainsi que le Default Interest et les coûts et dépenses liés au défaut et de modifier l'article 8, paragraphe 6 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale, avec 427 voix pour et 226 voix contre, décide de clarifier que l'Associé Commandité est autorisé à émettre à tout moment, dans la limite du capital autorisé de la Société tel que prévu à l'article 7 des Statuts, sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux Actions Ordinaires, un nombre illimité d'Actions Ordinaires aux dates ou périodes déterminées par l'Associé Commandité et d'apporter des modifications mineures à la procédure applicable aux Defaulting Shareholders, en ce inclus la clarification que la Société ne devra pas payer les Unfunded Commitments des Default Shares et le Default Interest, ni ne devra payer les Outstanding Commitments des Default Shares ainsi rachetées et de modifier l'article 9 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution. Donc cette résolution n'est pas prise.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de clarifier (i) la possibilité pour l'assemblée générale des actionnaires, s'il y a des fonds disponibles à cet effet, de décider, à tout moment, le rachat d'Actions si, comme il est démontré lors de cette assemblée, l'Associé Commandité considère que le rachat est réalisé dans l'intérêt de la Société et (ii) les cas dans lesquels l'Associé Commandité peut également décider le rachat des Actions et de modifier le paragraphe 2 de l'article 10 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide d'exclure l'application des articles 49-2 à 49-5 et de l'article 49-8 de la Loi de 1915 aux Actions rachetées et détenues par la Société en raison d'un rachat d'Actions sur décision de rachat prise par l'assemblée générale des actionnaires de la Société ou de l'Associé Commandité, selon le cas et d'insérer un nouveau paragraphe 4 à l'article 10 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Douzième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de clarifier que les droits de vote et de distribution relatifs aux Actions rachetées et détenues par la Société sur décision de l'Associé Commandité et aux Actions rachetées sur décision de rachat prise par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, sans les annuler, seront suspendus et d'insérer un nouveau paragraphe 5 à l'article 10 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Treizième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de clarifier que si la Valeur Nette d'Inventaire par Action est égale à zéro euro (EUR 0.-), l'actionnaire de la Société ne peut recouvrer ses Paid-In Commitments mais ne sera pas redevable en sus de ce montant et que, si la Valeur Nette d'Inventaire par Action est inférieure à zéro euro (EUR 0.-), la Société peut réclamer les Outstanding Commitments et/ou les Unfunded Commitments de l'actionnaire afin de payer les dettes de la Société et d'insérer un nouveau paragraphe 9 à l'article 10 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Quatorzième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de clarifier qu'aucun rachat ne peut être effectué si le capital social souscrit de la Société, incluant la prime d'émission le cas échéant, tombe en-deçà d'un million d'Euros (EUR 1 000 000.-) et de modifier l'article 10, paragraphe 10, des Statuts, suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Quinzième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide d'apporter diverses modifications mineures à l'article 12 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Seizième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide d'apporter diverses modifications mineures à l'article 14 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Dix-septième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de clarifier la base pour le calcul des conditions de majorité pour les résolutions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, en particulier pour confirmer l'exclusion du capital social souscrit de la Société comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus et de modifier l'article 3 des Statuts, le paragraphe 8 de l'article 7 des Statuts, le paragraphe 2 de l'article 14 des Statuts, d'insérer un nouveau paragraphe 2, et de modifier le paragraphe 3 de l'article 20 des Statuts et les paragraphes 1 et 2 de l'article 24 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution; et d'insérer un dernier paragraphe à l'article 20 des Statuts par lequel toute décision d'une l'assemblée générale des actionnaires de la Société ayant pour effet de rejeter le statut de SICAR sous la Loi de 2004 sera prise avec l'approbation préalable de l'autorité de contrôle luxembourgeoise et avec l'approbation unanime de tous les actionnaires de la Société (excluant le capital social souscrit comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus) suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Dix-huitième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de clarifier que les droits aux dividendes ou aux distributions pour chaque Classe d'Actions excluent les Default Shares dont les droits aux distributions ont été suspendus et que les distributions ne seront effectuées qu'à condition que le capital social souscrit, augmenté, le cas échéant, de la prime d'émission, ne tombe pas en-deçà d'un million d'Euros (EUR 1 000 000.-) et de modifier l'article 23 des Statuts suivant les termes tels que mentionnés dans le projet de Statuts révisés visé ci-dessus à la première résolution.

Dix-neuvième résolution

L'Assemblée Générale, avec 487 voix pour et 166 voix contre, décide de modifier les Statuts pour refléter les résolutions précédentes ainsi que divers changements mineurs, de sorte que, à la suite de ces modifications, les Statuts apparaissent comme suit:

« **Art. 1^{er}. Nom.** Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions de la société émises ci-après (les «Actions»), une société sous la forme d'une société en commandite par actions (S.C.A.) ayant un capital social fixe, qualifiée de société d'investissement en capital à risque sous la dénomination de «Iberian Renewable Energies, S.C.A., SICAR» (la «Société»).

La Société sera soumise à la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, telle que modifiée (la «Loi de 2004»).

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg. Il peut être créé, sur décision de l'Associé Commandité (tel que défini ci-dessous), des succursales, filiales ou autres bureaux, tant au Grand Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger. Le siège social pourra être transféré dans la même commune sur simple décision de l'Associé Commandité.

Au cas où l'Associé Commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la facilité de communication entre ce siège et l'étranger, ont eu lieu ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée limitée se terminant le 31 décembre 2014. Ce terme peut, conformément aux dispositions de l'article 24 ci-après, être prolongé, à la discrétion de l'Associé Commandité, pour deux périodes additionnelles d'un an ou toute autre période nécessaire pour la liquidation de la Société. En tous les cas, la Société peut être liquidée antérieurement sous réserve de l'accord de l'assemblée générale des actionnaires (excluant

le capital social souscrit comprenant les Default Shares (tel que ces termes sont définis ci-dessous) dont les droits de vote ont été suspendus) et de l'Associé Commandité, conformément aux dispositions de l'article 24 ci-après.

Art. 4. Objet. L'objet de la Société est le placement des fonds dont elle dispose en capital à risque, au sens le plus large autorisé par l'article 1 de la Loi de 2004.

La Société peut également investir les fonds dont elle dispose en tous autres avoirs autorisés par la Loi de 2004 et compatibles avec son objet.

Par ailleurs, La Société pourra prendre toutes les mesures et faire toutes les opérations qu'elle jugera utiles au développement et à l'accomplissement de son objet au sens le plus large autorisé par la Loi de 2004.

Art. 5. Responsabilité. L'Associé Commandité est solidairement et indéfiniment responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées au moyen des actifs de la Société. Les détenteurs d'Actions Ordinaires (telles que définies ci-après) s'abstiendront d'agir au nom de la Société de quelque manière ou en quelque capacité que ce soit, si ce n'est en exerçant leurs droits d'actionnaires lors des assemblées générales des actionnaires, et ne seront engagés que dans la limite de leurs apports à la Société.

Art. 6. Détermination des objectifs et des politiques d'investissement. L'Associé Commandité détermine les objectifs et les politiques de la Société ainsi que la conduite de la gestion et des affaires de la Société, telle que déterminée dans le prospectus de la Société, tel qu'il peut être modifié ultérieurement (le «Prospectus»), conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Art. 7. Capital Social. Le capital social souscrit de la Société est représenté par des Actions ayant une valeur nominale de cinquante mille Euros (€ 50.000,-) chacune. Le capital social souscrit minimum de la Société, incluant la prime d'émission (le cas échéant), est d'un million d'Euros (€ 1.000.000,-).

Le capital social souscrit de la Société est représenté par les trois classes d'Actions (les «Classes d'Actions») suivantes:

- «Action d'Associé Commandité»: Action souscrite par l'Associé Commandité, comme actionnaire gérant commandité de la Société;

- «Actions Ordinaires de Classe I»: Actions souscrites par toute personne physique ou morale approuvée par l'Associé Commandité comme détenteur(s) d'Actions Ordinaires de Classe I, en tant qu'actionnaires commanditaires, avec les caractéristiques particulières telles que décrites dans le Prospectus; et

- «Actions Ordinaires de Classe II»: Actions souscrites par toute personne physique ou morale approuvée par l'Associé Commandité en tant que détenteur(s) d'Actions Ordinaires de Classe II en tant qu'actionnaires commanditaires avec les caractéristiques spécifiques telles que décrites dans le Prospectus.

Les Classes d'Actions pourront être, à la discrétion de l'Associé Commandité, d'une ou plusieurs séries dont les caractéristiques, les termes et les conditions seront établis par l'Associé Commandité et insérés dans le Prospectus.

L'Associé Commandité peut créer d'autres classes d'actions conformément aux dispositions et sous réserve des exigences de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi de 1915») et de la Loi de 2004.

La Société a un capital social souscrit de SOIXANTE-QUATRE MILLIONS SIX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 64.650.000,-) divisé en UNE (1) Action d'Associé Gérant Commandité, SEPT CENT DOUZE (712) Actions Ordinaires de Classe I et CINQ CENT QUATRE-VINGTS (580) Actions Ordinaires de Classe II ayant une valeur nominale de CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 50.000,-) chacune.

L'Associé Commandité est autorisé, conformément l'article 9 des présents Statuts et aux dispositions du Prospectus, à émettre un nombre illimité d'Actions Ordinaires totalement ou partiellement libérées sans réserver aux actionnaires existants un droit de souscription préférentiel de souscrire les Actions Ordinaires à émettre.

Le capital social autorisé, incluant le capital social souscrit, est fixé à quatre-vingt deux millions d'Euros (EUR 82.000.000,-), consistant en un nombre total de une (1) Action d'Associé Commandité, sept cent dix neuf (719) Actions Ordinaires de Classe I et neuf cent vingt (920) Actions Ordinaires de Classe II ayant une valeur nominale de cinquante mille Euros (EUR 50.000,-) chacune. Durant la période de cinq ans à compter de la date de publication de l'acte de constitution de la Société (23 octobre 2007), l'Associé Commandité est (sous réserve d'autres dispositions de ces Statuts) autorisé à offrir, attribuer, accorder des options ou accorder tous droits de souscription pour de telles Actions Ordinaires ou tous droits de convertir tout titre en Actions Ordinaires ou le droit d'en disposer, à tout moment, pour toute contrepartie et conformément aux conditions déterminées par l'Associé commandité.

Le capital social souscrit et/ou le capital social autorisé de la Société pourra(pourront) être augmenté(s) ou réduit(s) par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires et de l'Associé Commandité adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts (excluant le capital social souscrit comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus) et le consentement de l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité est autorisé, pour annuler les Actions rachetées et détenues par la Société (i) dans le cadre d'un rachat de Default Shares conformément à l'Article 9 ci-dessous, (ii) dans le cadre d'un rachat d'Actions d'un actionnaire cessant d'être qualifié ou s'avérant ne pas être un Investisseur Eligible, (iii) dans le cas d'un rachat d'Actions décidé par l'Associé Commandité dans l'intérêt des actionnaires conformément à l'Article 10 ci-dessous, (iv) dans le cas d'une distribution par voie de rachat d'Actions conformément aux Articles 10 et 23 ci-dessous, ou (v) dans le cas d'un rachat d'Actions par une décision de l'assemblée générale des actionnaires sans les annuler, de réduire le capital social souscrit

de la Société jusqu'à un million d'Euros (EUR 1.000.000,-) étant le capital social souscrit minimum, incluant la prime d'émission, le cas échéant.

Les dispositions des Articles 69 à 69-2 de la Loi de 1915 ne s'appliquent pas aux réductions du capital social souscrit de la Société décidées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

Art. 8. Actions. Conformément à l'Article 2 de la Loi de 2004, les Actions sont réservées exclusivement à des Investisseurs Eligibles, à savoir tout investisseur institutionnel, investisseur professionnel ou investisseur expérimenté qualifié d'investisseur averti qui remplit les conditions suivantes:

- il a déclaré par écrit son adhésion au statut d'investisseur averti, et
- il investit un minimum de € 125.000,- dans la Société, ou
- il bénéficie d'une appréciation, de la part d'un établissement de crédit au sens de la directive 2006/48/CE, d'une entreprise d'investissement au sens de la directive 2004/39/CE, ou d'une société de gestion au sens de la directive 2001/107/CE certifiant son expertise, son expérience et sa connaissance pour apprécier de manière adéquate un placement en capital à risque.

Cette restriction n'est pas applicable aux dirigeants et autres personnes qui interviennent dans la gestion de la Société.

Toutes les Actions seront émises sous forme nominative.

La propriété des Actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des actionnaires (le «Registre»). Des certificats d'Actions nominatives peuvent être délivrés à la discrétion de l'Associé Commandité et doivent être signés par l'Associé Commandité. Cette signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit envoyée par télécopie. Dans l'hypothèse où des certificats d'Actions sont émis, si un actionnaire souhaite que plusieurs certificats d'Actions lui soient délivrés pour ses Actions, le coût y afférent peut être mis à sa charge.

Toutes les Actions émises doivent être enregistrées dans le Registre tenu par l'Associé Commandité ou par une entité désignée par la Société à cet effet, sous la responsabilité de l'Associé Commandité, et le Registre renseigne le nom de chaque actionnaire, sa résidence, son siège social ou son domicile, le nombre et la Classe d'Actions qu'il détient, et les références bancaires. A défaut de communication écrite en sens contraire, la Société peut considérer l'information contenue dans le Registre comme exacte et à jour et peut notamment utiliser les adresses y inscrites pour l'envoi des communications et informations ainsi que les références bancaires y inscrites pour tout paiement.

Les transferts, mises en gage ou les cessions d'Actions seront effectifs par l'inscription du transfert, de la sûreté ou de la cession à faire dans le Registre sur délivrance préalable à la Société du formulaire de transfert fourni par la Société, accompagné de tous les autres documents de transfert exigés par la Société et, en cas de transfert, mise en gage ou cession d'Actions Ordinaires, le cas échéant, le consentement écrit de l'Associé Commandité sauf disposition contraire dans le Prospectus pour une Classe spécifique d'Actions Ordinaires, et/ou à un accord écrit de l'acheteur, du créancier gagiste ou du cessionnaire préalable au transfert, mise en gage ou cession dans lequel il s'engage pleinement et complètement à assumer les droits et obligations restantes du vendeur, du créancier gagiste ou du cédant à l'égard de la Société (incluant les Outstanding Commitments (tel que défini ci-dessous) et les Unfunded Commitments (tel que défini ci-dessous), ainsi que le Default Interest (tel que défini ci-dessous) et les coûts et dépenses liés au défaut) en vertu du contrat de souscription conclu par le vendeur, le créancier gagiste ou le cédant, et, si des certificats d'Actions ont été émis, les certificats d'Actions adéquats; étant entendu que la Société ne donnera aucun effet à un transfert, mise en gage ou cession d'Actions à un investisseur qui ne sera pas considéré comme un Investisseur Eligible.

Si un actionnaire peut prouver à la Société, qu'un certificat d'Action a été égaré, perdu, volé ou détruit, alors, à sa demande, un double pourra être émis selon les conditions fixées par la Société, d'après les dispositions concernées de la loi applicable. A l'émission du nouveau certificat d'Action, sur lequel il sera inscrit qu'il s'agit d'un double, le certificat d'Action original à la place duquel le nouveau a été émis deviendra nul. Les certificats d'Actions détériorés pourront être échangés par des nouveaux sur ordre de la Société. Les certificats détériorés seront remis à la Société et seront annulés immédiatement. Les coûts d'un duplicata ou pour un nouveau certificat d'Action et toutes les dépenses raisonnables supportées par la Société en relation avec l'émission et l'enregistrement, ou en relation avec l'annulation de l'ancien certificat pourront être mis à la charge de l'actionnaire, sur décision de la Société.

Chaque Action (Action d'Associé Gérant Commandité ou Actions Ordinaires de toute Classe) donne droit à un vote à chaque assemblée d'actionnaires.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action. Si une ou plusieurs Action(s) est détenue conjointement ou si la propriété d'une ou plusieurs Action(s) est litigieuse, les personnes invoquant un droit sur cette(ces) Action(s) devront désigner un mandataire unique pour représenter la(les) Action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés à cette(ces) action(s).

Chaque propriétaire d'Actions Ordinaires devra signer un contrat de souscription l'engageant de manière irrévocable à faire toutes les souscriptions et tous les paiements pour le montant total de son engagement.

Art. 9. Emission d'Actions. L'Associé Commandité est autorisé à émettre à tout moment, dans les limites de l'Article 7 ci-dessus, un nombre illimité d'Actions Ordinaires aux dates ou périodes déterminées par l'Associé Commandité, pendant lesquelles les actionnaires peuvent s'engager à souscrire des Actions Ordinaires (chacune un «Closing»), tel que plus amplement détaillé dans le Prospectus.

Le paiement des Actions concernées sera effectué en totalité ou en partie lors d'une Date de Closing, tels que ces termes sont définis dans le Prospectus, et/ou à toute autre date (chacune une «Date d'Appel de Capital») et selon les termes et conditions tels que déterminés par l'Associé Commandité et tels qu'indiqués et plus amplement détaillés dans le Prospectus. Les modes de paiement de ces souscriptions sont déterminés par l'Associé Commandité et plus amplement détaillés dans le Prospectus.

L'Associé Commandité peut déterminer discrétionnairement toute autre condition de souscription telle que l'engagement minimum durant les Closings, engagements supplémentaires, intérêts de défaut ou restriction sur la propriété des Actions Ordinaires. Ces conditions seront indiquées et plus amplement détaillées dans le Prospectus.

L'Associé Commandité peut déléguer, sous sa responsabilité, à tout administrateur, gestionnaire, fondé de pouvoir ou tout autre agent dûment agréé, le pouvoir d'accepter des souscriptions pour de nouvelles actions et de délivrer celles-ci.

Tout investisseur/actionnaire manquant soit (i) de souscrire des Actions Ordinaires lors de la Date de Closing concernée et d'en payer une part à hauteur de 20%, conformément à son contrat de souscription avec la Société, ou (ii) de payer les sommes requises par l'Associé Commandité lors d'une Date d'Appel de Capital conformément à ses Engagements (tels que ces termes sont définis dans le Prospectus), peut être qualifié d'«Investisseur Défaillant» ou, le cas échéant, d'«Actionnaire Défaillant» à la discrétion de l'Associé commandité et conformément aux termes de son contrat de souscription avec la Société.

Défaut d'un investisseur: un investisseur en défaut de souscrire les Actions qu'il s'était engagé à souscrire, sera tenu de payer des dommages et intérêts à la Société équivalents à 20% des Engagements de l'Investisseur Défaillant. De plus, l'Associé Commandité peut, au nom de la Société, offrir aux Investisseurs non-Défaillants le droit de souscrire les Actions de l'Actionnaire Défaillant et l'Actionnaire Défaillant n'aura pas le droit de souscrire des Actions additionnelles de la Société.

Si l'Associé Commandité décide de terminer l'offre conformément aux dispositions relatives à la taille anticipée de la Société, tel que cela est décrit dans le Prospectus, les dommages et intérêts de 20% reçus de l'Investisseur Défaillant seront utilisés de la manière suivante: (i) couvrir tous les frais et dépenses supportés par la Société depuis sa constitution jusqu'à la date de sa liquidation; (ii) ensuite, couvrir tous les frais et dépenses supportés par l'Associé Commandité dans l'organisation de la Société et de sa structure et dans la commercialisation des Actions; et (iii) toute autre somme sera distribuée parmi les Investisseurs non-Défaillants au prorata de leurs Engagements respectifs.

Défaut d'Actionnaires: l'Associé Commandité peut, à sa seule discrétion, lever ou permettre de remédier aux conditions à l'origine d'un tel défaut sous réserve des conditions sur lesquelles l'Associé Commandité et l'Actionnaire Défaillant concerné peuvent convenir.

Si l'Associé Commandité autorise l'Actionnaire Défaillant à remédier au défaut, la part des Engagements appelés mais non libérés («Unfunded Commitments», tels que ces termes sont définis dans le Prospectus) par l'Actionnaire Défaillant lors de la Date d'Appel de Capital concernée, peut, à la discrétion de l'Associé Commandité, être soumise à intérêt (l'«Intérêt de Défaut») sans autre avis à un taux d'intérêt déterminé par l'Associé Commandité, tel que décrit dans le Prospectus. L'Intérêt de Défaut sera calculé sur la base du nombre réel de jours s'étant écoulés entre la Date de Closing et/ou Date d'Appel de Capital concernée (incluse) et la date concernée (exclue) au cours de laquelle il a été mis fin au défaut.

L'Actionnaire Défaillant ne sera pas autorisé, à moins que le défaut ait été réparé et accepté par l'Associé Commandité, à faire une souscription et/ou des paiements additionnels.

A moins que le défaut n'ait été réparé et accepté par l'Associé Commandité, toutes les Actions Ordinaires enregistrées au nom de l'Actionnaire Défaillant deviendront automatiquement des Actions défaillantes (les «Actions Défaillantes»). Les Actions Défaillantes ont leurs droits de vote suspendus et n'offrent aucun droit à dividende ou à distribution jusqu'à la dernière distribution lors de la liquidation de la Société et l'Actionnaire Défaillant devra, dès lors, recevoir au moment de la liquidation (sous réserve que des sommes suffisantes soient disponibles pour la distribution) un pourcentage du boni de liquidation correspondant à ses Engagements libérés («Paidin Commitments»), tels que ces termes sont définis dans le Prospectus, diminué de toutes dépenses administrative ou autres supportées par la Société relativement à la charge supplémentaire que cause la gestion spéciale de son compte en défaut.

La Société peut également agir en justice contre l'Actionnaire Défaillant en se basant sur la violation de son contrat de souscription avec la Société.

L'Associé Commandité peut exiger que l'Actionnaire Défaillant transfère, à un prix égal à 50% de la Valeur Nette d'Inventaire des Actions concernées (étant entendu que ce sera au prorata de ses Engagements libérés), ses Engagements appelés mais non libérés ainsi que les Engagements non encore appelés («Outstanding Commitments», tels que ces termes sont définis dans le Prospectus) à tout actionnaire qui s'engagera, éventuellement, à souscrire et/ou payer les Engagements appelés mais non libérés de l'Actionnaire Défaillant ainsi que le montant des Engagements non encore appelés de l'Actionnaire Défaillant. Le montant devant être payé à l'Actionnaire Défaillant sera, en tous cas, limité aux Engagements effectivement libérés par l'actionnaire avant son défaut.

Si aucun actionnaire ne s'engage à ce qui précède, l'Associé Commandité peut exiger que l'Actionnaire Défaillant transfère, au prix mentionné ci-dessus, les Engagements appelés mais non libérés ainsi que les Engagements non encore appelés de l'Actionnaire Défaillant à tout tiers qualifié d'Investisseur Eligible (tel que défini à l'Article 8 ci-dessus), qui

s'engagera à souscrire et/ou payer les Engagements appelés mais non libérés de l'Actionnaire Défaillant ainsi que le montant des Engagements non encore appelés de l'Actionnaire Défaillant. L'Associé Commandité peut également, compte tenu des circonstances, décider qu'il assumera ces Engagements appelés mais non libérés et ces Engagements non encore appelés et/ou que les dividendes reçus sur les Actions Défaillantes pourront être réinvestis.

L'Associé Commandité peut également décider que la Société rachète les Actions Défaillantes concernées à un prix égal à 50% de leur Valeur Nette d'Inventaire (étant entendu que ce sera au prorata de ses Engagements libérés). Ce prix sera limité aux Engagements effectivement libérés par l'Actionnaire avant son défaut.

Art. 10. Rachat d'Actions. La Société est une société d'investissement de type fermé, et, par conséquent, les demandes unilatérales de rachat par les actionnaires ne sont pas acceptées par la Société.

L'assemblée générale des actionnaires peut, néanmoins, s'il y a des fonds disponibles à cet effet, décider à tout moment du rachat d'Actions (dans une ou plusieurs Classes d'Actions Ordinaires) si, comme il est démontré à cette assemblée, l'Associé Commandité considère que le rachat est réalisé dans l'intérêt de la Société ou dans le but de rembourser aux actionnaires une part de leurs capitaux investis, conformément aux dispositions du Prospectus; l'Associé Commandité peut également décider le rachat d'Actions lorsqu'il considère que le rachat est réalisé dans l'intérêt de la Société ou en cas de distribution au moyen de rachat d'Actions conformément à l'Article 23 ci-dessous.

Les Actions peuvent également être rachetées au prorata entre les actionnaires existants, par exemple (i) si la valeur des actifs de la Société a chuté à un montant déterminé par l'Associé Commandité comme étant inférieur au niveau minimum permettant à la Société d'être gérée d'une manière économiquement efficiente ou, (ii) si un changement défavorable dans la situation économique ou politique a eu lieu, ou pour toute autre raison prévue dans le Prospectus.

Les Articles 49-2 à 49-5 et l'Article 49-8 de la Loi de 1915 ne sont pas applicables aux Actions rachetées et détenues par la Société en raison d'un rachat d'Actions par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société ou de l'Associé Commandité, selon le cas.

Les droits de vote et de distribution relatifs aux Actions rachetées et détenues par la Société sur décision de l'Associé Commandité, et aux Actions rachetées sur décision de rachat prise par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, sans les annuler, seront suspendus.

Les Actions rachetées peuvent être annulées à la discrétion de l'Associé Commandité ou de l'assemblée générale des actionnaires.

Le rachat aura lieu conformément aux principes prévus dans le Prospectus.

En outre, les Actions seront rachetées de manière forcée si un actionnaire cesse d'être, ou s'il est constaté qu'il n'est pas un Investisseur Eligible, ou s'il est un Defaulting Shareholder, auquel cas le rachat aura lieu dans les conditions prévues dans le Prospectus.

Si la Valeur Nette d'Inventaire (tel que ces termes sont définis ci-dessous) par Action est égale à zéro euro (EUR 0,-) l'actionnaire ne peut recouvrer ses Paid-In Commitments mais ne sera pas redevable en sus de ce montant. Si la Valeur Nette d'Inventaire est inférieure à zéro euro (EUR 0,-), la Société peut réclamer les Outstanding Commitments et/ou les Unfunded Commitments de l'actionnaire afin de payer les dettes de la Société.

En tout cas, aucun rachat ne peut être effectué si le capital social souscrit de la Société, incluant la prime d'émission (le cas échéant), tombe en deçà de € 1.000.000,-.

La Société a le droit, si l'Associé Commandité en décide ainsi, de satisfaire au paiement du prix de rachat à chaque actionnaire y consentant par l'attribution en nature des investissements provenant du portefeuille de la Société, d'une valeur égale à la valeur des Actions à racheter. La nature et le type d'avoirs à transférer en pareil cas seront déterminés sur une base équitable et raisonnable sans porter préjudice aux intérêts des autres actionnaires de la Société et l'évaluation dont il sera fait usage devra être confirmée par un rapport spécial du réviseur d'entreprises agréé de la Société. Les coûts de tels transferts devront être supportés par le ou les cessionnaire(s), tel que plus amplement détaillé dans le Prospectus.

Art. 11. Conversion des Actions. Les conversions d'Actions d'une Classe dans une autre ne sont pas autorisées, sauf si l'Associé Commandité en décide autrement pour certaines classes d'Actions Ordinaires.

Art. 12. Calcul de la Valeur Nette d'Inventaire. La valeur nette d'inventaire (la «Valeur Nette d'Inventaire») de chaque Classe d'Actions sera déterminée par l'Associé Commandité, dans la devise de référence de la Société (telle que spécifiée dans le Prospectus), lors de chaque jour d'évaluation («Valuation Day»).

La Valeur Nette d'Inventaire par Action de chaque Classe est égale, au Valuation Day concerné, à la différence entre la valeur des avoirs bruts de la Société attribuables à une Classe et la valeur des engagements de la Société attribuables à ladite Classe d'Actions.

Les mêmes principes s'appliqueront pour le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire des Séries d'Actions au sein d'une Classe d'Actions.

La Valeur Nette d'inventaire par Action de cette Classe d'Actions un Jour d'Evaluation donné est égale à la Valeur Nette d'inventaire de cette Classe d'Actions, ce Jour d'Evaluation, divisée par le nombre total d'Actions en circulation dans cette Classe d'Actions au Valuation Day concerné.

La valeur des actifs nets de la Société est égale à la différence entre la valeur de ses actifs bruts et de ses engagements.

L'Evaluation de la Société est déterminée de la façon suivante:

- la valeur des espèces en caisse ou en dépôt, des effets et billets payables à vue et des comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance et des dividendes en espèce et intérêts annoncés ou échus mais non encore encaissés, est réputée être le montant total de ces avoirs, sauf s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être reçue, auquel cas ladite valeur est déterminée en retranchant un montant que l'Associé Commandité estimera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;

- toute valeur mobilière et tout instrument du marché monétaire coté ou négocié sur une bourse de valeurs ou sur tout autre marché organisé sont évalués sur base du dernier prix de clôture connu, à moins que ce prix ne soit pas représentatif; auquel cas, l'évaluation de tels actifs est basée sur leur valeur de réalisation prévisible que l'Associé Commandité estime de bonne foi;

- la valeur de tout autre avoir de la Société est déterminée sur la base de son prix d'acquisition, incluant tous les coûts, commissions et dépenses liés à une telle acquisition ou, si un tel prix d'acquisition n'est pas représentatif, sur la base de sa juste valeur déterminée prudemment et de bonne foi par l'Associé Commandité.

Art. 13. Suspension temporaire du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire. L'Associé Commandité peut suspendre temporairement le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire lorsque:

il existe une situation d'urgence à la suite de laquelle il est impossible pour la Société de disposer ou d'évaluer une partie substantielle de ses avoirs; et

les moyens de communication normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements ou le cours en bourse ou sur un autre marché sont hors service.

Art. 14. Associé Commandité. La Société sera gérée par Iberian Renewable Energies GP, S.à r.l. (associé gérant commandité), une société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg (l'«Associé Commandité»).

En cas d'incapacité légale, de liquidation ou de toute autre situation permanente empêchant l'Associé Commandité d'agir comme Associé Commandité de la Société, la Société ne sera pas immédiatement dissoute et liquidée; un administrateur, qui n'a pas besoin d'être actionnaire, est désigné pour effectuer les actes urgents ou simplement administratifs, jusqu'à ce qu'une assemblée générale des actionnaires soit convoquée, dans les quinze (15) jours de la désignation de l'administrateur. Au cours de cette assemblée générale, les actionnaires pourront désigner, en accord avec le quorum et la majorité requis pour la modification des Statuts (excluant le capital social souscrit comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus), un remplaçant à l'Associé Commandité. Si ladite désignation n'a pas lieu, la Société sera dissoute et liquidée.

La désignation d'un remplaçant à l'Associé Commandité ne sera pas soumise à l'approbation de l'Associé Commandité.

Art. 15. Pouvoirs de l'Associé Commandité. L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents Statuts, sont de la compétence de l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité peut désigner des conseillers en investissement et des gestionnaires, de même que tout autre agent administratif ou de gestion conformément aux dispositions de la Loi de 1915. L'Associé Commandité peut, sous sa responsabilité, conclure des contrats avec de telles personnes physiques ou morales pour l'accomplissement de leurs services, la délégation de pouvoirs et la détermination de la rémunération supportée par la Société.

Art. 16. Signature. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de l'Associé Commandité ou par la(les) signature(s) de toute personne à laquelle tel pouvoir de signature a été délégué par l'Associé Commandité.

Art. 17. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou entreprises ne pourront être invalidés par le fait que l'Associé Commandité ou tout autre administrateur ou fondé de pouvoir de l'Associé Commandité a un intérêt dans une telle société ou entreprise, ou est un administrateur, fondé de pouvoir ou employé de cette autre société ou entreprise.

Tout directeur ou collaborateur de l'Associé Commandité agissant comme administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société conclut un contrat ou entre en relation, ne pourra pas, en raison d'un tel lien avec telle autre société ou entreprise, être empêché d'examiner et de voter ou d'agir sur de tels sujets concernant tel contrat ou telle affaire.

Art. 18. Comité de Conseil. L'Associé Commandité peut, à sa discrétion, promouvoir la formation d'un comité de conseil (le «Comité de Conseil») dont la composition est décrite dans le Prospectus.

A la demande de l'Associé Commandité, le Comité de Conseil peut donner des conseils relatifs aux investissements de la Société et à toutes autres matières connexes, tel que cela est décrit dans le Prospectus.

Le Comité de Conseil n'aura aucun pouvoir de gérer la Société. Pour exclure tout doute, l'Associé Commandité ne sera pas tenu de suivre les conseils, recommandations ou opinions du Comité de Conseil mais devra exercer ses pouvoirs tels que décrits dans ces Statuts à sa seule discrétion.

Art. 19. Dépositaire. La Société a conclu un contrat de dépôt avec un établissement bancaire luxembourgeois (le «Dépositaire») répondant aux conditions prévues par la Loi de 2004.

Les valeurs, les espèces et autres avoirs autorisés de la Société sont déposés auprès ou au nom du Dépositaire, qui sera tenu des obligations et devoirs mis à sa charge par la Loi de 2004.

Si le Dépositaire désire résilier le contrat de dépôt, l'Associé Commandité devra faire diligence de trouver un Dépositaire remplaçant dans un délai de deux mois à compter de la date d'effet de la résiliation. Jusqu'à la date de son remplacement, qui doit avoir lieu au cours de cette période de deux mois, le Dépositaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires à une gestion prudente et la bonne préservation des intérêts des actionnaires de la Société.

L'Associé Commandité peut mettre fin aux fonctions du Dépositaire à tout moment mais ne peut révoquer le dépositaire que si un nouveau Dépositaire a été désigné en vue d'agir à la place du Dépositaire.

Les fonctions du Dépositaire prendront fin:

- en cas de retrait du Dépositaire intervenu de sa propre initiative ou celle de la Société; en attendant son remplacement les dispositions ci-dessus du troisième paragraphe du présent article s'appliqueront;
- au cas où le Dépositaire ou la Société a été déclaré en faillite, admis au bénéfice du concordat, du sursis de paiement, de la gestion contrôlée ou d'une mesure analogue ou mis en liquidation;
- au cas où l'Autorité de surveillance luxembourgeoise retire son agrément à la Société ou au Dépositaire.

Art. 20. Assemblées générales des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, réaliser ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société, étant entendu, que chaque résolution de l'assemblée générale des actionnaires modifiant les Statuts ou créant des droits ou des obligations vis-à-vis des tiers doit être approuvée par l'Associé Commandité.

Sous réserve de dispositions contraires de la loi applicable ou dans les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société peuvent être prises à la majorité simple du capital social souscrit de la Société présent ou représenté et votant (excluant le capital social souscrit comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus).

Toute résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société ayant pour effet de modifier les Statuts doit être prise avec (i) un quorum de cinquante (50) pourcents du capital social (ii) l'approbation de la majorité des deux-tiers (2/3) du capital social présent ou représenté et votant à l'assemblée (excluant le capital social souscrit comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus) et (iii) le consentement de l'Associé Commandité.

Les assemblées générales des actionnaires de la Société seront convoquées par l'Associé Commandité, conformément à la loi applicable. Elles pourront également être convoquées à la demande d'actionnaires représentant au moins 10% du capital social.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se réunit le dernier jeudi du mois de juin à 11 heures (heure de Luxembourg), au siège social de la Société ou dans tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. Si ce jour est un jour férié bancaire ou légal au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se réunira le premier jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées générales des actionnaires de la Société peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, les assemblées générales des actionnaires peuvent avoir lieu sans convocation.

Un actionnaire peut agir à une assemblée générale des actionnaires en donnant une procuration écrite à une autre personne, qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui peut être un gérant de l'Associé Commandité.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, toute décision d'une assemblée générale des actionnaires de la Société ayant pour effet de rejeter le statut de SICAR sous la Loi de 2004 sera prise avec l'approbation préalable de l'autorité de contrôle luxembourgeoise et avec l'approbation unanime de tous les actionnaires de la Société (excluant le capital social souscrit comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus).

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de la même année.

Art. 22. Rapport annuel. La Société publie un rapport annuel audité dans les six (6) mois à compter de la fin de l'exercice social concerné.

Art. 23. Distributions. Les droits aux dividendes ou aux distributions pour chaque Classe d'Actions (excluant les Default Shares dont les droits aux distributions ont été suspendus) sont déterminés par l'Associé Commandité et décrits dans le Prospectus.

Les distributions devront être faites à la discrétion de l'Associé Commandité, au moyen de dividendes, retour de primes (s'il y en a), ou, éventuellement, par le rachat d'Actions, tel que décrit dans le Prospectus, à condition toutefois que le capital social souscrit, augmenté de la prime d'émission le cas échéant, ne tombe pas en deçà d'un million d'Euros (€ 1.000.000,-).

Art. 24. Liquidation. La Société est constituée pour une durée limitée se terminant le 31 décembre 2014, sous réserve de prolongations, sur proposition de l'Associé Commandité, suivant décision de l'assemblée générale des actionnaires, pour un maximum de deux périodes additionnelles d'un an ou toute autre période nécessaire pour la liquidation de la

Société, sous réserve des conditions de majorité et de présence requises pour la modifications de ces statuts (excluant le capital souscrit comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus).

L'Associé Commandité peut, à tout moment avant le terme ci-dessus, convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires afin de décider de liquider la Société. Cette décision ne pourra être adoptée que si les conditions de quorum et de vote requises pour les modifications des présents Statuts (excluant le capital social souscrit comprenant les Default Shares dont les droits de vote ont été suspendus) sont réunies.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être l'Associé Commandité) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui a décidé la dissolution et qui déterminera ses/leurs pouvoirs ainsi que ses/leurs émoluments.

Les montants qui n'ont pas été réclamés par les actionnaires lors de la clôture de la liquidation seront consignés auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg. A défaut de réclamation avant l'expiration de la période de prescription de trente ans, les montants consignés ne pourront plus être retirés.

Art. 25. Réviseur d'entreprises agréé. La Société doit avoir de façon permanente comme réviseur d'entreprises agréé une société de réviseurs d'entreprises agréés et de bonne réputation ("réviseur d'entreprises agréé"), nommée par l'assemblée générale des actionnaires, conformément à la loi applicable.

Art. 26. Loi applicable. Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la Loi de 1915 et de la Loi de 2004.».

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11 heures.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la demande des personnes comparantes, le présent procès-verbal est rédigé en langue française suivi d'une version anglaise; à la demande de ces mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'entête des présentes.

L'acte ayant été remis aux fins de lecture aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Follows the translation of the above into the English language.

In the year two thousand and eleven, on the ninth-day of February.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There was held an extraordinary general meeting of the shareholders of IBERIAN RENEWABLE ENERGIES, S.C.A., SICAR (the "Company"), a partnership limited by shares ("société en commandite par actions") having its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, qualifying as an investment company in risk capital within the meaning of law of June 15, 2004 relating to the investment company in risk capital, as amended, incorporated pursuant to a deed of Maître Joelle BADEN, notary residing in Luxembourg, dated October 23, 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 2750 on November 29, 2007 and, registered with the Companies and Trade Register of Luxembourg under the number B 133544.

The articles of incorporation of the Company have last been amended by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, dated September 23, 2008, published in the Mémorial, number 2126, on October 27, 2008.

The meeting is opened at 10.00 a.m., under the chair of Mr. Christoph LANZ, residing professionally in Luxembourg, who appointed as secretary Mrs Marilyne REQUIER, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Tania ARAUJO, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

A. the agenda of the meeting is the following:

Agenda

I. Deletion of the reference to the Last Closing Date for the determination of the term of the Company to be replaced by a reference to December 31, 2014 as the term of the Company, and subsequent amendment of Articles 3 and 24 of the articles of association of the Company (the "Articles") to read as mentioned in the draft revised Articles as attached hereto and available at the registered office of the Company.

II. Introducing the definition of the term "prospectus", and subsequent amendment of Article 6 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

III. Increase of the Company's subscribed share capital by an amount of seventeen million euro (EUR 17,000,000.-) so as to raise it from the amount of sixty-four million six hundred and fifty thousand euro (EUR 64,650,000.-) to eighty-one million six hundred and fifty thousand euro (EUR 81,650,000.-) by the issue of three hundred and forty (340) Class II Ordinary Shares with a par value of fifty thousand euro (EUR 50,000.-) each, and subsequent amendment of Article 7, paragraphs 1 to 5, of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles as referred to above under I.

IV. Increase of the Company's authorized share capital by an amount of nine million euro (EUR 9,000,000.-) so as to raise it from the amount of seventy-three million euro (EUR 73,000,000.-) to eighty-two million euro (EUR 82,000,000.-) consisting of one (1) General Partner Share, seven hundred and nineteen (719) Class I Ordinary Shares and nine hundred and twenty (920) Class II Ordinary Shares with a par value of fifty thousand euro (EUR 50,000.-) each; and subsequent

amendment of Article 7, paragraphs 6 to 8, of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles as referred to above under I.

V. Authorization granted to the General Partner to cancel the Shares redeemed and owned by the Company, (i) in the case of a redemption of Default Shares in accordance with Article 9 of the Articles, (ii) in the case of a redemption of Shares of a shareholder which is not, or which ceases to be, an Eligible Investor, (iii) in the case of a redemption of Shares decided by the General Partner in the interest of the shareholders in accordance with Article 10 of the Articles, (iv) in case of a distribution by way of redemption of Shares in accordance with Articles 10 and 23 of the Articles or (v) in the case of a redemption of Shares following a resolution of the general meeting of shareholders without cancelling them; to decrease the subscribed share capital of the Company to one million euro (EUR 1,000,000.-), being the minimum subscribed share capital, including the share premium as the case may be, without cancelling such Shares; and subsequent insertion of a new paragraph 9 under Article 7 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

VI. Exclusion of the application of Articles 69 to 69-2 of the 1915 Law to reductions of the subscribed share capital of the Company decided by the general meeting of shareholders of the Company, and subsequent insertion of a last paragraph under Article 7 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

VII. Mirroring in Article 8 the provisions of Article 2 of the 2004 Law, and subsequent amendment of paragraphs 1 and 2 of Article 8 of the Articles to read as mentioned in the revised draft Articles referred to above under I.

VIII. Clarification that the obligations of the seller, pledgor or transferor towards the Company include the Outstanding Commitments and the Unfunded Commitments, and the Default Interest and costs and expenses related to the Default, and subsequent amendment of Article 8, paragraph 6, of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

IX. Clarification that the General Partner is authorized to issue at any time, within the limit of the Company's authorized capital, as provided in Article 7 of the Articles, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe to the Ordinary Shares, an unlimited number of Ordinary Shares on the dates or periods as determined by the General Partner and minor amendments to the procedure applicable to Defaulting Shareholders, including the clarification that the Company shall not pay the Unfunded Commitments on the Default Shares and the Default Interest Shares, nor shall pay the Outstanding Commitments on the Default Shares so redeemed, and subsequent amendment of Article 9 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

X. Clarification of (i) the possibility for the general meeting of shareholders, where appropriate funds are available therefore, to decide, at any time, the redemption of Shares if, as documented to such general meeting of shareholders, the General Partner considers such redemption to be in the best interest of the Company, and (ii) of the cases in which the General Partner may also decide a redemption of Shares, and subsequent amendment of paragraph 2 under Article 10 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XI. Exclusion of the application of Articles 49-2 to 49-5 and Article 49-8 of the 1915 Law to Shares acquired and owned by the Company as a result of a redemption of shares carried out pursuant to a decision of the general meeting of shareholders of the Company or pursuant to a decision of the General Partner, as appropriate, and subsequent insertion of a new paragraph 4 under Article 10 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XII. Clarification that the voting and distribution rights on the Shares redeemed and owned by the Company by a decision of the General Partner and of the Shares redeemed by a decision of the general meeting of shareholders of the Company without cancelling such Shares are suspended, and subsequent insertion of a new paragraph 5 under Article 10 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XIII. Clarification that, if the Net Asset Value per share is equal to zero euro (EUR 0.-), the shareholder of the Company may not recover his/her/its Paid-In Commitment but will not be liable beyond this amount and, if the Net Asset Value per share is below zero euro (EUR 0.-), the Company may enforce the relevant shareholder's Unfunded Commitment and/or Outstanding Commitment to pay the Company's debts, and subsequent insertion of a new paragraph 9 under Article 10 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XIV. Clarification that no redemption can be made if the share capital of the Company, including the share premium if any, falls below one million euro (EUR 1,000,000.-), and subsequent amendment of paragraph 10 of Article 10 of the Articles, to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XV. Minor amendments to Article 12 of the Company's Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XVI. Minor amendments to Article 14 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XVII. Clarification of the basis for the calculation of the majority requirements for the resolutions of the general meetings of shareholders of the Company, in particular to confirm the exclusion of the subscribed share capital of the Company consisting of the Default Shares which voting rights have been suspended, and subsequent amendment of Article 3 of the Articles, of paragraph 8 under Article 7 of the Articles, of paragraph 2 under Article 14 of the Articles, insertion of a new paragraph 2 and amendment of paragraph 3 under Article 20 of the Articles and of paragraphs 1 and 2 of Article 24 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I; and insertion of a new

last paragraph to Article 20 of the Articles whereby any resolutions of the general meeting of shareholders of the Company deciding to reject the SICAR status under the 2004 Law shall be taken with the prior consent of the Luxembourg regulatory authority and with the unanimous consent of all shareholders of the Company (excluding the Default Shares which voting rights have been suspended), and subsequent restatement of Article 20 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XVIII. Clarification that the rights to dividends or distributions with respect to each Class of Shares exclude Default Shares which rights to distributions have been suspended, and that distributions will be made only if the subscribed share capital, increased by the share premium, if any, does not fall below one million euro (EUR 1,000,000.-), and subsequent amendment of Article 23 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under I.

XIX. Restatement of the Articles to reflect the above resolutions from I to XVIII as well as some other minor amendments to the Articles.

XX. Miscellaneous.

B. a convening notice setting forth the agenda of the meeting was sent to each of the registered shareholders of the Company on January 20, 2011;

C. the name of the shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary, will remain annexed to the present deed to be registered at the same time therewith. The proxies of the shareholders represented will also remain annexed to the present deed after having been initialed “ne varietur” by the appearing persons.

D. out of one (1) General Partner Share in issue, six hundred and fifty-seven (657) Class I Ordinary Shares in issue and five hundred and eighty (580) Class II Ordinary Shares in issue, one (1) General Partner Share, three hundred and seventy-two (372) Class I Ordinary Shares and two hundred and eighty (280) Class II Ordinary Shares are present or represented at the present meeting, representing 52,74 % of the share capital of the Company;

E. pursuant to Article 20 of the Articles, any resolution of the general meeting of shareholders of the Company which would alter the Articles must be taken with (i) a quorum of fifty percent (50%) of the capital, (ii) the approval of a majority of two thirds of the shares present or represented and voting at the meeting and (iii) the consent of the General Partner;

F. the present meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on items I. to XIX. of the agenda.

Then the extraordinary general meeting of shareholders (the “General Meeting”), took the following resolutions:

First resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to delete the reference to the Last Closing Date for the determination of the term of the Company, to replace it by a reference to December 31, 2014 as the term of the Company and to amend Articles 3 and 24 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles as attached to the convening notice to the present meeting.

Second resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to introduce the definition of the term “prospectus” and to amend Article 6 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Third resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides not to increase the Company’s subscribed share capital by an amount of seventeen million Euros (EUR 17,000,000.-).

Fourth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to increase the Company’s authorized share capital by an amount of nine million Euros (EUR 9,000,000.-) so as to raise it from the amount of seventy-three million Euros (EUR 73,000,000.-) to eighty-two million Euros (EUR 82,000,000.-) consisting of one (1) General Partner Share, seven hundred and nineteen (719) Class I Ordinary Shares and nine hundred and twenty (920) Class II Ordinary Shares with a par value of fifty thousand Euros (EUR 50,000.-) each; and to amend Article 7, paragraphs 6 to 8, of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles as referred to above under the first resolution.

Fifth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to grant authorization to the General Partner to cancel the Shares redeemed and owned by the Company, (i) in the case of a redemption of Default Shares in accordance with Article 9 of the Articles, (ii) in the case of a redemption of Shares of a shareholder which is not, or which ceases to be, an Eligible Investor, (iii) in the case of a redemption of Shares decided by the General Partner in the interest of the shareholders in accordance with Article 10 of the Articles, (iv) in case of a distribution by way of redemption of Shares in accordance with Articles 10 and 23 of the Articles or (v) in the case of a redemption of Shares following a resolution of the general meeting of shareholders without cancelling them; to decrease the subscribed share capital of the Company

to one million Euros (EUR 1,000,000.-), being the minimum subscribed share capital, including the share premium as the case may be, without cancelling such Shares; and to insert a new paragraph 9 under Article 7 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Sixth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to exclude the application of Articles 69 to 69-2 of the 1915 Law to reductions of the subscribed share capital of the Company decided by the general meeting of shareholders of the Company and to insert a last paragraph under Article 7 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Seventh resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to reflect in Article 8 the provisions of Article 2 of the 2004 Law and to amend paragraphs 1 and 2 of Article 8 of the Articles to read as mentioned in the revised draft Articles referred to above under the first resolution.

Eighth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to clarify that the obligations of the seller, pledgor or transferor towards the Company include the Outstanding Commitments and the Unfunded Commitments and the Default Interest and costs and expenses related to the Default and to amend Article 8, paragraph 6, of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Ninth resolution

The General Meeting, with 427 votes for and 226 votes against, decides to clarify that the General Partner is authorized to issue at any time, within the limit of the Company's authorized capital, as provided in Article 7 of the Articles, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe to the Ordinary Shares, an unlimited number of Ordinary Shares on the dates or periods as determined by the General Partner and to make minor amendments to the procedure applicable to Defaulting Shareholders, including the clarification that the Company shall not pay the Unfunded Commitments on the Default Shares and the Default Interest Shares, nor shall pay the Outstanding Commitments on the Default Shares so redeemed and to amend Article 9 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution. Thereupon this resolution is not adopted.

Tenth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to clarify (i) the possibility for the general meeting of shareholders, where appropriate funds are available therefore, to decide, at any time, the redemption of Shares if, as documented to such general meeting of shareholders, the General Partner considers such redemption to be in the best interest of the Company, and (ii) the cases in which the General Partner may also decide a redemption of Shares and to amend paragraph 2 under Article 10 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Eleventh resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to exclude the application of Articles 49-2 to 49-5 and Article 49-8 of the 1915 Law to Shares acquired and owned by the Company as a result of a redemption of shares carried out pursuant to a decision of the general meeting of shareholders of the Company or pursuant to a decision of the General Partner, as appropriate, and to insert a new paragraph 4 under Article 10 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Twelfth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to clarify that the voting and distribution rights of the Shares redeemed and owned by the Company by a decision of the General Partner and of the Shares redeemed by a decision of the general meeting of shareholders of the Company without cancelling such Shares are suspended and to insert of a new paragraph 5 under Article 10 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Thirteenth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to clarify that, if the Net Asset Value per share is equal to zero Euro (EUR 0.-), the shareholder of the Company may not recover his/her/its Paid-In Commitment but will not be liable beyond this amount and, if the Net Asset Value per share is below zero euro (EUR 0.-), the Company may enforce the relevant shareholder's Unfunded Commitment and/or Outstanding Commitment to pay the Company's debts and to insert a new paragraph 9 under Article 10 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Fourteenth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to clarify that no redemption can be made if the share capital of the Company, including the share premium if any, falls below one million Euros (EUR 1,000,000.-) and to amend paragraph 10 of Article 10 of the Articles, to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Fifteenth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to make minor amendments to Article 12 of the Company's Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Sixteenth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to make minor amendments to Article 14 of the Company's Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Seventeenth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to clarify the basis for the calculation of the majority requirements for the resolutions of the general meetings of shareholders of the Company, in particular to confirm the exclusion of the subscribed share capital of the Company consisting of the Default Shares which voting rights have been suspended, and to amend Article 3 of the Articles, paragraph 8 under Article 7 of the Articles, paragraph 2 under Article 14 of the Articles and to insert a new paragraph 2 and to amend paragraph 3 under Article 20 of the Articles and paragraphs 1 and 2 of Article 24 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution; to insert a new last paragraph to Article 20 of the Articles whereby any resolutions of the general meeting of shareholders of the Company deciding to reject the SICAR status under the 2004 Law shall be taken with the prior consent of the Luxembourg regulatory authority and with the unanimous consent of all shareholders of the Company (excluding the Default Shares which voting rights have been suspended) to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Eighteenth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to clarify that the rights to dividends or distributions with respect to each Class of Shares exclude Default Shares which rights to distributions have been suspended, and that distributions will be made only if the subscribed share capital, increased by the share premium, if any, does not fall below one million Euros (EUR 1,000,000.-) and to amend Article 23 of the Articles to read as mentioned in the draft revised Articles referred to above under the first resolution.

Nineteenth resolution

The General Meeting, with 487 votes for and 166 votes against, decides to amend the Articles to reflect the above resolutions as well as various minor amendments, so that after such amendments, the Articles read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the Company hereafter issued (the “Shares”), a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) with a fixed share capital qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the name of “Iberian Renewable Energies, S.C.A., SICAR” (the “Company”).

The Company shall be governed by the law of 15 June 2004 concerning the société d'investissement en capital à risque, as amended (the “2004 Law”).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined below). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for a limited period ending on December 31, 2014. This term may, in accordance with the provisions of Article 24 hereof, be extended, at the discretion of the General Partner, for up to two additional one-year periods or such other period necessary for the adequate liquidation of the Company. In any case, the Company may be subject to earlier termination with the consent of the general meeting of shareholders (excluding the subscribed share capital that consists of any Default Shares (as defined below) whose rights have been suspended) and the General Partner, in accordance with the provisions of Article 24 hereof.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in risk capital within the widest meaning permitted under Article 1 of the 2004 Law.

The Company may also invest the funds available to it in any other assets permitted by the 2004 Law and consistent with its purpose.

Furthermore, the Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2004 Law.

Art. 5. Liability. The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The holders of Ordinary Shares (as defined below) shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings of shareholders and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 6. Determination of the investment objectives and Policies. The General Partner shall determine the investment objectives and policies of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the placement memorandum of the Company, as amended from time to time (the "Placement Memorandum"), in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 7. Share Capital The subscribed share capital of the Company is represented by Shares with a par value of fifty thousand Euros (EUR 50,000.-) each. The minimum subscribed capital of the Company, increased by the share premium (if any) is one million Euros (EUR 1,000,000.-).

The subscribed share capital of the Company is represented by the following three classes of Shares (the "Classes of Shares"):

"General Partner Share": Share, which shall be subscribed by the General Partner, as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company;

"Class I Ordinary Shares": Shares, which shall be subscribed by any person or entity approved by the General Partner as holder(s) of Class I Ordinary Shares, as limited shareholders (actionnaires commanditaires) with the specific features as further described in the Placement Memorandum; and

"Class II Ordinary Shares": Shares, which shall be subscribed by any person or entity approved by the General Partner as holder(s) of Class II Ordinary Shares as limited shareholders (actionnaires commanditaires) with the specific features as further described in the Placement Memorandum.

The Classes of Shares may, as the General Partner shall determine, be of one or more different series, the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner and disclosed in the Placement Memorandum.

The General Partner may create other Classes of Shares in accordance with the provisions and subject to the requirements of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and of the 2004 Law.

The Company has a subscribed share capital of SIXTY-FOUR MILLION SIX HUNDRED AND FIFTY THOUSAND EUROS (EUR 64,650,000.-) divided into ONE (1) General Partner Share, SEVEN HUNDRED AND TWELVE (712) Class I Ordinary Shares and FIVE HUNDRED AND EIGHTY (580) Class II Ordinary Shares, with a par value of FIFTY THOUSAND EUROS (EUR 50,000.-) each.

The General Partner is authorized to issue, in accordance with Article 9 hereof and the provisions of the Placement Memorandum, an unlimited number of partly paid-up Ordinary Shares without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the Ordinary Shares to be issued.

The authorised capital, including the subscribed share capital, is fixed at eight-two million Euros (EUR 82,000,000.-) consisting of an aggregate number of one (1) General Partner Share, seven hundred nineteen (719) Class I Ordinary Shares and nine hundred twenty (920) Class II Ordinary Shares, with a par value of fifty thousand Euros (EUR 50,000.-) each. During the period of five years, from the date of the publication of these articles of incorporation of the Company (October 23, 2007), the General Partner is hereby (subject to the other provisions of these articles of association) authorised to offer, allot, grant options over or grant any right or rights to subscribe for Ordinary Shares or any right or rights to convert any security into such Ordinary Shares or otherwise dispose of them to such persons, at such times and for such consideration and upon such terms and conditions as the General Partner may determine within the limit of the authorised capital.

The subscribed capital and/or the authorised capital of the Company may further be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders and of the General Partner adopted in the manner required for amendment of these articles of association (excluding the subscribed share capital that consists of any Default Shares whose voting rights have been suspended) and the consent of the General Partner.

The General Partner is authorized, to cancel the Shares redeemed and owned by the Company: (i) in the case of a redemption of Default Shares in accordance with Article 9 below, (ii) in the case of a redemption of the Shares from a Shareholder which ceases to be qualified as or is found not to be an Eligible Investor (as defined below), (iii) in the case of a redemption of Shares by the General Partner as decided in the best interest of the shareholders in accordance with Article 10 below, (iv) in the case of a distribution by way of a redemption of shares in accordance with Articles 10 and 23 below, or (v) in case of a redemption of Shares by a decision of the general meeting of shareholders without cancelling

them, to so reduce the subscribed share capital of the Company down to one million Euros (EUR 1,000,000.-) being the minimum amount of the subscribed share capital of the Company, together with the share premium, if any.

The provisions of Article 69 to Article 69-2 of the 1915 Law shall not apply to reductions of the subscribed share capital of the Company decided by the general meeting of shareholders of the Company or the General Partner.

Art. 8. Shares. In accordance with Article 2 of the 2004 Law, Shares are exclusively restricted to Eligible Investors, being any institutional investor, professional investor or experienced investor qualifying as a well-informed investor who meets the following conditions:

- he has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor, and
- he invests a minimum of 125,000.-Euros in the Company, or
- he has obtained an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/CE, an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC, or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in risk capital.

This restriction is not applicable to directors or any persons involved in the management of the Company.

All Shares shall be issued in registered form. The inscription of the shareholder's name in the register of registered Shares (the "Register") evidences his right of ownership of such registered Shares. Share certificates in registered form may be issued at the discretion of the General Partner and shall be signed by the General Partner. Such signature may be either manual, or printed, or by facsimile. If Share certificates are issued and a shareholder desires that more than one Share certificate be issued for his Shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder.

All issued Shares shall be registered in the Register, which shall be kept by the General Partner or by one entity designated therefore by the Company, under the responsibility of the General Partner, and the Register shall contain the name of each shareholder, his residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares held by him and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

Transfers, pledges or assignments of Shares shall be effected by inscription of the transfer, pledge, assignment to be made in the Register, upon prior delivery to the Company of the transfer form provided therefore by the Company, along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and, in case of transfer, pledge or assignment of Ordinary Shares, as applicable, the written consent of the General Partner unless otherwise provided for in the Placement Memorandum for a specific Class of Ordinary Shares, and/or the written assumption by the transferee, pledgee or assignee, prior to the transfer, pledge or assignment, of all outstanding rights and obligations of the transferor, pledgor or assignor towards the Company (including the Outstanding Commitments (as defined below) and the Unfunded Commitments (defined below), as well as the Default Interest (as defined below) and the costs and expenses related to the default) under the subscription agreement entered into by the transferor, pledgor or assignor, and, if Share certificates have been issued, the relevant Share certificates; it being understood that the Company will not give effect to any transfer, pledge or assignment of Shares to any investor who may not be considered as an Eligible Investor.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, lost, stolen or destroyed, then, at his request, a duplicate certificate may be issued under such conditions as the Company may determine subject to applicable provisions of the applicable law. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void. Mutilated Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or for a new Share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the old certificate.

Each Share (General Partner Share or Ordinary Shares of any Class) grants the right to one vote at every general meeting of shareholders.

The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

Each holder of Ordinary Shares shall be asked to sign a subscription agreement irrevocably committing to make all subscriptions and payments for the entire committed amount.

Art. 9. Issue of Shares. The General Partner is authorized to issue at any time, within the limits of Article 7 above, an unlimited number of Ordinary Shares on the dates or periods, as determined by the General Partner, on which shareholders may commit to subscribe for Ordinary Shares (each a «Closing») and as shall be further described in the Placement Memorandum.

Payments for the relevant Shares shall be made in whole or in part on a Closing Date, as these terms are defined in the Placement Memorandum, and/or on any other date (each a «Capital Call Date») and under the terms and conditions as determined by the General Partner and as indicated and more fully described in the Placement Memorandum. The

modes of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner and specified and more fully described in the Placement Memorandum.

The General Partner may determine any other subscription conditions such as minimum commitments on Closings, subsequent commitments, default interests or restrictions on ownership. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the Placement Memorandum.

The General Partner may delegate, under its responsibility, to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions for new Shares and to deliver them.

Any investor/shareholder failing either (i) to subscribe for Ordinary Shares on the relevant Closing Date and pay a portion of 20% thereof, in accordance with its subscription agreement with the Company, or (ii) to pay the sums requested by the General Partner on a Capital Call Date in respect of its Commitments (as these terms are defined in the Placement Memorandum), may qualify as a «Defaulting Investor» or, as appropriate, «Defaulting Shareholder» at the discretion of the General Partner and in accordance with the terms of its subscription agreement with the Company.

Investor's default: an investor in default of subscribing for the Shares committed to will be liable to pay damages to the Company equal to 20% of the Commitments of the Defaulting Investor. In addition, the General Partner may, on behalf of the Company, offer the non-Defaulting Investors the right to subscribe for the Shares of the Defaulting Investor and the Defaulting Investor shall have no right to subscribe for additional Shares in the Company.

If the General Partner decides to terminate the offering in accordance with the provisions with respect to the target size of the Company as described in the Placement Memorandum, the 20% damages received from the Defaulting Investors shall be used as follows: (i) to cover all costs and expenses incurred by the Company from its incorporation to the date of its liquidation; (ii) thereafter, to cover all costs and expenses incurred by the General Partner in the organisation of the Company and its structure and in the commercialisation of the Shares; and (iii) any remaining sums shall be distributed among the non-Defaulting Shareholders pro rata to their respective Commitments.

Shareholders' default: the General Partner may, in its sole discretion, waive or permit the cure of the condition causing such default subject to such conditions upon which the General Partner and such Defaulting Shareholder may agree.

If the General Partner allows the cure of the default, the portion of Unfunded Commitments (as these terms are defined in the Placement Memorandum) on the relevant Capital Call Date of the Defaulting Shareholder may, at the discretion of the General Partner, be subject to interest (the «Default Interest») without further notice at an interest rate determined by the General Partner, as further detailed in the Placement Memorandum. The Default Interest shall be calculated on the basis of the actual number of days elapsed between the relevant Closing Date and/or Capital Call Date (inclusive) and the relevant date (exclusive) on which the default has been cured.

The Defaulting Shareholder shall, unless the default has been cured and accepted by the General Partner, not be allowed to make any additional subscription and/or payments.

Unless the default has been cured and accepted by the General Partner, all the Ordinary Shares registered in the name of the Defaulting Shareholder will automatically become default Shares (the «Default Shares»). Default Shares have their voting rights suspended and do not carry any rights to dividends or distribution until the final distribution upon liquidation of the Company and the Defaulting Shareholder shall, at such time, receive, upon liquidation (provided sufficient proceeds are available for distribution) a percentage figure of the liquidation proceeds corresponding to its Paid-in Commitments, as these terms are defined in the Placement Memorandum, less any administrative or other charges as levied by the Company related to the additional burden of special administration of its default account.

The Company may furthermore bring a legal action against the Defaulting Shareholder based on breach of its subscription agreement with the Company.

The General Partner may request the Defaulting Shareholder to transfer, at a price equal to 50% of the Net Asset Value of the relevant Shares (it being understood that this will be on a pro rata basis to its Paid-in Commitments), its Unfunded Commitments as well as the Outstanding Commitments (as these terms are defined in the Placement Memorandum) to any shareholder who will undertake to, as the case may be, subscribe and/or pay for the Unfunded Commitments of the Defaulting Shareholder as well as for the amount of the Outstanding Commitments of the Defaulting Shareholder. The amount to be paid to the Defaulting Shareholder will be in all cases capped at the shareholder's actual Paid-in Commitments before its default.

In case no shareholder would undertake the foregoing, the General Partner may request the Defaulting Shareholder to transfer, at the price mentioned above, the Unfunded Commitments as well as the Outstanding Commitments of the Defaulting Shareholder to any third party qualifying as an Eligible Investor (as defined under Article 8 above), which will undertake to subscribe and/or pay for the Unfunded Commitments of the Defaulting Shareholder as well as for the amount of the Outstanding Commitments of the Defaulting Shareholder. The General Partner may also, depending on the circumstances, decide that it will undertake these Unfunded and Outstanding Commitments and/or that the dividends received on the Default Shares may be reinvested.

The General Partner may also decide that the Company redeems the relevant Default Shares at a price equal to 50% of their Net Asset Value (it being understood that this will be on a pro rata basis to its Paid-in Commitments). This price will be capped at the shareholder's actual Paid-in Commitments before the shareholder's default.

Art. 10. Redemption of Shares. The Company is a closed-ended company and thus unilateral redemption requests by the shareholders may not be accepted by the Company.

The general meeting of shareholders may, however, provided appropriate funds are available therefore, resolve at any time to redeem Shares (of one or more Class(es) of Shares) if, as documented to such general meeting of shareholders, the General Partner considers a redemption to be in the best interests of the Company or in order to repay shareholders a portion of their capital invested, in accordance with the terms of the Placement Memorandum; the General Partner may also resolve the redemption of Shares whenever it considers a redemption in the best interests of the Company or in case of a distribution by way of a redemption of Shares in accordance with Article 23 below.

Shares may also be redeemed on a pro-rata basis between existing shareholders, for example (i) if the value of the assets of the Company has decreased to an amount determined by the General Partner to be below the minimum level for the Company to be operated in an economically efficient manner or, (ii) if there has been an adverse change in the economic or political situation, or for any other reason as set forth in the Placement Memorandum.

Articles 49-2 to 49-5 and Article 49-8 of the 1915 Law are not applicable to Shares redeemed and owned by the Company as a result of a redemption of Shares carried out pursuant to a decision of the general meeting of shareholders or pursuant to a decision of the General Partner, as appropriate.

The voting and distribution rights on the Company's Shares and on the Shares redeemed pursuant to a decision of the general meeting of shareholders, in accordance with paragraph 2 above, without cancelling them shall be suspended.

Shares redeemed may be cancelled at the discretion of the General Partner or the general meeting of shareholders. Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the Placement Memorandum.

In addition thereto, the Shares will be redeemed compulsorily if a shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor, or is a Defaulting Shareholder. Such compulsory redemption shall be made under the conditions set forth in the Placement Memorandum.

If the net asset value per Share is equal to zero Euro (EUR 0.-), the shareholder may not recover his/her/its Funded Commitment, as defined in the Placement Memorandum, but will not be liable beyond this amount. If the net asset value per Share is below zero Euro (EUR 0.-), the Company may enforce the shareholder's Unfunded Commitment and/or Outstanding Commitment, as these terms are defined in the Placement Memorandum, to pay the Company's debts.

In all events, no redemption may be made if, as a result, the subscribed share capital of the Company, increased by the share premium (if any) would fall below EUR 1,000,000.-.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of the independent auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee, as further detailed in the Placement Memorandum.

Art. 11. Conversion of Shares. Conversions of Shares from one Class of Shares into another are not allowed, unless the General Partner otherwise decides for certain Classes of Ordinary Shares.

Art. 12. Determination of the Net Asset Value. The net asset value of each Class of Shares (the "Net Asset Value") will be determined under the responsibility of the General Partner in the Company's reference currency (as determined in the Placement Memorandum) on each Valuation Date as further defined in the Placement Memorandum.

The Net Asset Value per Class of Shares is equal, on any Valuation Date, to the difference between the value of the gross assets of the Company attributable to a Class of Shares and the value of the liabilities of the Company attributable to such Class of Shares. The same principles will apply as to the calculation of the Net Asset Value of Series of Shares within a Class of Shares.

The Net Asset Value per Share of that Class of Shares on a Valuation Date equals the Net Asset Value of that Class of Shares on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class of Shares then outstanding on that Valuation Date.

The Net Asset Value of the Company is equal to the difference between the value of its gross assets and its liabilities. The value of the assets of the Company shall be determined as follows: -the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof is determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organized market are valued on the basis of the last known closing price, unless this price is not representative, in which case the value of such asset is determined on the basis of its foreseeable realization value estimated by the General Partner in good faith;

- the value of any other assets of the Company is determined on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the basis of fair value thereof determined prudently and in good faith by the General Partner.

Art. 13. Temporary Suspension of the Determination of the Net Asset Value. The General Partner may suspend temporarily the determination of the Net Asset Value during:

- the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or accurate valuation of a substantial portion of the assets owned by the Company would be impracticable; and
- any breakdown in the means of information normally employed in determining the price or value of any of the investments or current stock exchange or market price.

Art. 14. General Partner. The Company shall be managed by Iberian Renewable Energies GP, S.à r.l. (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “General Partner”).

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided an administrator, who needs not be a shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting of shareholders, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of these articles of association (excluding the subscribed share capital that consists of any Default Shares whose voting rights have been suspended), a successor general partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 15. Powers of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders are within the powers of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents in compliance with the provisions of the 1915 Law. The General Partner may, under its responsibility, enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 16. Signatory Authority. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 17. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the managers or officers of the General Partner is interested in, or is a director, officer or employee of, such other company or firm.

Any manager or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 18. Advisory Committee. The General Partner may, at its sole discretion, promote the formation of an advisory committee (the “Advisory Committee”) whose composition is further described in the Placement Memorandum.

At the request of the General Partner, the Advisory Committee may provide advices as to investment of the Company and as to any related matters, as further described in the Placement Memorandum.

The Advisory Committee will have no authority to manage the Company. For the removal of doubt, the General Partner shall not be required to follow any advice, recommendation or opinion of the Advisory Committee but shall exercise its powers as set out herein at its own discretion.

Art. 19. Depositary. The Company entered into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the “Depositary”) which meets the requirements of the 2004 Law.

The Company’s securities, cash and other permitted assets are held in custody by or in the name of the Depositary, which will fulfil the obligations and duties provided for by the 2004 Law.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal. Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps to prudently preserve the interests of the shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

The duties of the Depositary shall respectively cease:

- in the case of the Depositary’s voluntary withdrawal or its removal by the Company; until it is replaced, the foregoing provisions under the third paragraph of this Article shall apply;

- in the case the Depositary or the Company has been declared bankrupt, entered into an accommodation with creditors, obtained a suspension of payment, has been put under court controlled management, becomes the subject of a similar proceeding or has been placed in liquidation;

- in the event that the Luxembourg Supervisory Authority withdraws its authorization of the Company or the Depositary.

Art. 20. General Meeting of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company, provided that, any resolution of the general meeting of shareholders amending the present articles of association or creating rights or obligations vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner.

Subject to any contrary provisions of the applicable law or in the present articles of association, resolutions of the general meeting of shareholders may be passed at the simple majority of the subscribed share capital of the Company, present or represented and voting (excluding the subscribed share capital that consists of any Default Shares whose voting rights have been suspended).

Any resolution of a meeting of shareholders of the Company to the effect of amending the present articles of association must be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) per cent of the share capital, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the share capital present or represented and voting at the meeting (excluding the subscribed share capital that consists of any Default Shares whose voting rights have been suspended) and (iii) the consent of the General Partner.

General meetings of shareholders of the Company shall be convened by the General Partner in accordance with applicable law. They may also be called upon the request of shareholders representing at least 10% of the share capital.

The annual general meeting of shareholders shall be held on the last Thursday of the month of June at 11.00 a.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company or at a place specified in the notice of meeting. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders of the Company may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, general meetings of shareholders may take place without notice of meeting.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a manager of the General Partner.

Notwithstanding the provisions above, any resolution of a general meeting of shareholders to the effect of rejecting the SICAR status pursuant to the 2004 Law shall be passed with the prior approval of the Luxembourg supervisory authority and the unanimous approval of all shareholders representing 100% of the subscribed share capital of the Company (excluding the subscribed share capital that consists of any Default Shares whose voting rights have been suspended).

Art. 21. Fiscal Year. The Company's fiscal year commences on 1st January and ends on 31st December of the same year.

Art. 22. Annual Report. The Company shall publish one annual audited report within a period of six (6) months as of the end of the fiscal year concerned.

Art. 23. Distributions. The rights to dividends or distributions with respect to each Class of Shares (excluding the Default Shares whose distribution rights have been suspended) are determined by the General Partner and further described in the Placement Memorandum.

Distributions shall be made, at the discretion of the General Partner, i.e., by means of dividends, return of share premium (if any), or, as the case may be, by the redemption of Shares, as further described in the Placement Memorandum, provided however that, the subscribed share capital, increased by the share premium (if any) would not fall below one million Euros (EUR 1,000,000.-).

Art. 24. Liquidation. The Company has been incorporated for a limited term period ending on December 31, 2014, subject to extensions, upon proposal of the General Partner, by decision of the general meeting of shareholders for a maximum of two additional one-year periods, or such period necessary for the adequate liquidation of the Company, subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of association (excluding the subscribed share capital that consists of any Default Shares whose voting rights have been suspended).

The General Partner may, at any time, prior to the term above, convene a general meeting of shareholders in order to resolve upon the liquidation of the Company. Such resolution may only be passed subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these articles of association (excluding the subscribed share capital that consists of any Default Shares whose voting rights have been suspended).

In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators (which may be the General Partner) as appointed by the general meeting of shareholders having decided the liquidation of the Company and which shall determine its/their powers and remuneration.

Cash assets which have not been claimed by shareholders at the close of the liquidation will be deposited in escrow with the Caisse de Consignation in Luxembourg. Should such amounts not be claimed within the prescribed period of thirty years, they may be forfeited.

Art. 25. Independent Auditor. The Company shall maintain at all times as its independent auditor a firm of independent reputable public accountants ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders.

Art. 26. Applicable Law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law, as such laws have been or may be amended from time to time."

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed at 11 a.m.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in French followed by an English translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergence between the French and the English text, the French version will prevail.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with Us, the notary this original deed.

Signé: C. LANZ, M. REQUIER, T. ARAUJO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 février 2011. Relation: LAC/2011/8368. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 mai 2011.

Référence de publication: 2011061516/1255.

(110068456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2011.

Llyda-Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9690 Watrange, 31, rue Abbé Welter.

R.C.S. Luxembourg B 100.880.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social sis à L-9690 WATRANGE, Rue Abbé Welter 31, en date du 24 mai 2011 à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2010.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011062402/1004/19.

Helikos SE, Société Européenne.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 148.525.

Notice is hereby given to the holders of shares of Helikos SE (the "Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders will be held on 31 May 2011 at 14.00 CET. The meeting will be held at the registered office of the Company at 115, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

At the annual general meeting, the shareholders shall deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the management report issued by the board of directors and the report of the independent auditor on annual accounts to the general meeting for the financial year ending 31 December 2010;
2. Approval of the annual accounts for the financial year ending 31 December 2010;
3. Allocation of the result;

4. Presentation of the management report issued by the board of directors and the report of the independent auditor on consolidated accounts to the general meeting for the financial year ending on 31 December 2010;
5. Approval of the consolidated accounts for the financial year ending 31 December 2010;
6. Remuneration for Class A independent directors;
7. Discharge to be granted to the members of the board of directors.

Pursuant to the articles of association, no presence quorum is required for the general meeting of shareholders to act and deliberate validly and resolutions will be passed at a simple majority of the votes validly cast.

Pursuant to the articles of association, one or several shareholders, representing at least five percent (5%) of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda by providing notice to the Company by registered letter to the attention of the board of directors, 115, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg prior to 27 May 2011, detailing their request and the additional items of the agenda.

Documents

Copies of the proposed resolutions to the general meeting and of the documents related to the financial statements will be on display for review by the shareholders as of 16 May 2011 on the Company's website at www.helikosgroup.com and at the registered office of the Company.

Upon request, copies of the above-mentioned documents will be mailed to the shareholders.

Share Capital of the Company

The Company's issued share capital is set at four hundred thousand Euro (EUR 400,000) represented by (i) twenty million (20,000,000) redeemable class A shares, (ii) two million one hundred and five thousand two hundred and sixty-four (2,105,264) redeemable class B1 shares, (iii) two million one hundred and five thousand two hundred and sixty-three (2,105,263) redeemable class B2 shares, and (iv) two million one hundred and five thousand two hundred and sixty-three (2,105,263) redeemable class B3 shares.

Each share entitles the holder thereof to one vote.

Right to participate in the meeting

Any shareholder who holds one or more shares of the Company on 23 May 2011 (the "Record Date") shall be admitted to the general meeting of shareholders.

Class A Shareholders (whose shares are held through the operator of a securities settlement system or with a professional depository or sub-depository designated by such depository) should request from such operator or depository or sub-depository a certificate certifying the number of shares recorded in their account on the Record Date.

To participate and vote in the annual general meeting, Class A Shareholders shall submit a copy of the certificate to the Company by mail to its registered office, by fax to +352 26 29 91 37 or by e-mail to info@helikosgroup.com from 23 May 2011 to 26 May 2011.

To participate and vote in the annual general meeting, Class B Shareholders shall submit a copy of their share certificate (s) by mail to the Company at its registered office, by fax to +352 26 29 91 37 or by e-mail to info@helikosgroup.com from 23 May 2011 to 26 May 2011.

Any shareholder and/or proxyholder participating in the AGM shall carry proof of identity at the annual general meeting.

Representation

In the event that any shareholder votes through proxies, the proxy may be submitted by mail to the registered office of the Company, by fax to +352 26 29 91 37 or by e-mail to info@helikosgroup.com no later than 26 May 2011. Only proxy forms provided on the website of the Company, www.helikosgroup.com, shall be used and only signed proxy forms will be taken into account. One person may represent more than one shareholder.

A shareholding proof (see above section Right to participate in the meeting) must be submitted from 23 May 2011 to 26 May 2011, whereas the proxy form can be transmitted to the Company at any time until 26 May 2011.

Voting

Each shareholder may also vote at the general meeting through a voting form. The voting form may be submitted by mail to the registered office of the Company, by fax to +352 26 29 91 37 or by e-mail to info@helikosgroup.com no later than 26 May 2011. Only voting forms provided on the website of the Company (www.helikosgroup.com) may be used and only signed voting forms will be taken into account.

A shareholding proof (see above section Right to participate in the meeting) must be submitted from 23 May 2011 to 26 May 2011, whereas the voting form can be transmitted to the Company at any time until 26 May 2011.

Language

The meeting will be held in the English language.

Luxembourg, 9 May 2011.

For the board of directors of the Company.

Référence de publication: 2011062386/250/70.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des FondsManagement Wachstum wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037315/12.

(110041549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des FondsManagement Substanz wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037316/12.

(110041550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Blackstar Group Plc, Société Anonyme.

Siège de direction effectif: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 114.318.

CONVERSION PROJECT

To the shareholders of Blackstar Group PLC

Report by the management board on converting Blackstar Group PLC into a European public limited-liability company

The Company's Management Board has drawn up a report in accordance with article 31-3 §1 of the Luxembourg law of 10 August 1915, as amended, (the Law) clarifying and explaining the legal and economic aspects of converting into a European public limited-liability company (hereafter European Company or SE) and indicating the implications for the Company's shareholders and employees of adopting the SE form of company.

BLACKSTAR GROUP PLC ("BLACKSTAR" OR "THE COMPANY")

1. Background to the conversion.

1.1 The Company is incorporated in England and Wales as a public limited company under the Companies Act 2006 with registered number 2396996 in the United Kingdom and with RCS Registration number B114 318 in Luxembourg and is listed on the market operated by the London Stock Exchange plc known as AIM ("AIM"). The Company's registered office is c/o Capita Company Secretarial Services, 2nd Floor, Ibex House, The Minories, London EC3N 1DX.

1.2 Blackstar has an issued share capital of 74,821,193 ordinary shares of 67 pence each.

1.3 Blackstar (Cyprus) Investors Limited ("Blackstar Cyprus") with registered number HE177097 and which has its registered office at 199 Arch. Makarios III, Neocleous House, Limassol, Cyprus has been a subsidiary of Blackstar since 20 May 2006. The entire issued share capital of Blackstar Cyprus is held by Blackstar.

2. Terms of the conversion.

2.1 It is proposed that the Company convert to a Societas Europaea (an "SE") in accordance with Council Regulation EC No 2157/2001 (the "SE Regulation") and, where applicable, the European Public Limited Liability Company Regulations 2004 (SI 2004 No. 2326) (the "UK Regulations") and the Luxembourg Law of 10th August 1915 (the "1915 Law"). The SE shall adopt the one-tier system referred to in Article 38 of the SE Regulation and an administrative organ whose members shall be the current directors of the Company shall be the body responsible for the management of the Company (the "Administrative Organ"), in much the same way as the Company's board of directors is currently responsible for its management.

2.2 Under Article 2(4) of the SE Regulation (which is replicated in the UK Regulations and the 1915 Law) a public limited liability company formed under the law of a member state of the European Union (a "Member State") with its

registered office and head office within the European Community may be transformed into an SE if for at least two years it has had a subsidiary company governed by the law of another Member State. Blackstar satisfies this requirement in relation due to its subsidiary Blackstar Cyprus.

2.3 The Conversion is subject to approval by the Company's shareholders by way of a special resolution ("Shareholders' Approval"). For a special resolution to be validly passed it needs to be approved by at least three quarters of the votes cast at the relevant shareholders' meeting. Shareholders' Approval will be sought at the Annual General Meeting of the Company on 22 June 2011 (the "Annual General Meeting") to, amongst other things, approve the Conversion and adopt new statutes (the "Statutes") to replace the existing Memorandum and Articles of Association of the Company (the "Articles") which comply with the requirements under the UK Regulations, the SE Regulation and the 1915 Law. In accordance with Luxembourg law, the Annual General Meeting cannot be adjourned if there is no quorum. Accordingly, if at the Annual General Meeting the quorum requirement of more than half of the issued ordinary shares of £ 0.67 each in the capital of the Company by value is not present, the special resolutions will not be proposed and will, therefore, not be capable of being passed.

2.4 In accordance with Article 37(6) of the SE Regulation, an independent expert will be appointed. As a prerequisite for the Conversion, the independent expert will submit a report certifying that the Company has net assets at least equivalent to its capital plus those reserves which must not be distributed. Such report will be available for inspection prior to and at the Annual General Meeting.

2.5 Neither the Company nor any of its subsidiaries has any employees affected by the Conversion in Europe. As such, the Conversion will have no implications for employees.

3. Summary of the terms of the statutes of the Company following the conversion.

3.1 Subject to Shareholders' Approval being obtained, the Articles will be replaced at the time the Conversion comes into effect with new the Statutes. The Statutes contain provisions necessary to enable compliance with the SE Regulation. None of the proposed changes between the Articles and the Statutes adversely affect the rights of shareholders. The changes merely:

3.1.1 ensure that the name of the Company and the currency of its share capital are changed to comply with the SE Regulation;

3.1.2 replace the current Board of Directors with a one-tier Administrative Organ;

3.1.3 reinforce that resolutions affecting different classes of shares require the assent of each such affected class;

3.1.4 allow for members holding one tenth of the subscribed share capital to request the Directors to convene a general meeting;

3.1.5 allow for members holding at least 5% of the subscribed capital of the Company to place items on the agenda of any general meeting;

3.1.6 clarify when directors are disqualified from serving on the Board; and

3.1.7 clarify the transactions which require the express decision of the Board.

Traduction française du texte qui précède (en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi):

PROJET DE TRANSFORMATION

BLACKSTAR GROUP PLC ("BLACKSTAR" OU "LA SOCIETE")

1. Contexte de la transformation.

1.1 La Société est constituée en Angleterre et au Pays de Galles en tant que société anonyme sous la Companies Act 2006 immatriculée sous le numéro 2396996 au Royaume-Uni et sous le numéro RCS Luxembourg B114 318 et est cotée sur le marché exploité par la London Stock Exchange plc connu comme AIM ("AIM"). Le siège statutaire est c/o Capita Company Secretarial Services, 2nd Floor, Ibex House, The Minories, Londres EC3N 1DX.

1.2 Blackstar a un capital social émis de 74.821.193 parts ordinaires de 67 pence chacun.

1.3 Blackstar (Cyprus) Investors Limited ("Blackstar Cyprus") immatriculée sous le numéro HE177097 et qui a son siège statutaire au 199, Arch. Makarios III, Neocleous House, Limassol, Chypre a été une filiale de Blackstar depuis le 20 mai 2006. L'intégralité du capital social émis de Blackstar Cyprus est détenue par Blackstar.

2. Projet de transformation.

2.1 Il est proposé que la Société se convertisse en une Societas Europaea (une "SE") conformément au Règlement CE n° 2157/2001 (le "Règlement SE") et, le cas échéant, aux European Public Limited Liability Company Regulations 2004 (SI 2004 n° 2326) (les

"Règlements du Royaume-Uni") et à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 (la "Loi de 1915"). La SE adoptera le système moniste visée à l'article 38 du Règlement SE et un organe d'administration dont les membres seront les administrateurs actuels de la Société sera l'organe responsable de la gestion de la Société (l'"Organe d'Administration"), dans une grande partie de la même manière que le Conseil d'administration est actuellement responsable de sa gestion.

2.2 En vertu de l'article 2 (4) du Règlement SE (qui est reproduit dans les Règlements du Royaume-Uni et la Loi de 1915) une société anonyme constituée selon le droit d'un Etat membre de l'Union Européenne (un "Etat Membre") ayant son siège statutaire et son administration centrale dans la Communauté Européenne peut se transformer en SE si elle a depuis au moins deux ans une société filiale gouvernée par le droit d'un autre Etat Membre. Blackstar satisfait cette condition grâce à Blackstar Cyprus.

2.3 La Transformation est soumise à l'approbation des actionnaires de la Société par voie de résolution spéciale ("Approbation des Actionnaires"). Pour qu'une résolution spéciale soit valablement adoptée, elle doit être approuvée par au moins trois quarts des voix exprimées à l'assemblée des actionnaires concernée. L'Approbation des Actionnaires sera sollicitée lors de l'Assemblée Générale Annuelle de la Société le 22 juin 2011 ("l'Assemblée Générale Annuelle") pour, entre autre, approuver la Transformation et adopter de nouveaux statuts (les "Statuts") afin de remplacer le Mémoire et les Articles d'Association de la Société (les "Articles") actuels qui sont conformes aux exigences prévues par les Règlements du Royaume-Uni, le Règlement SE et la Loi de 1915. Conformément à la loi luxembourgeoise, l'Assemblée Générale Annuelle ne peut pas être prorogée s'il n'y a pas de quorum. En conséquence, si, à l'Assemblée Générale Annuelle le quorum de plus de la moitié des actions ordinaires émises de £ 0,67 chacune dans le capital de la Société en valeur n'est pas présente, les résolutions spéciales ne seront pas proposées et, par conséquent, ne seront pas susceptibles d'être adoptées.

2.4 Conformément à l'article 37 (6) du Règlement des SE, un expert indépendant sera nommé. Comme condition préalable à la Transformation, l'expert indépendant présentera un rapport certifiant que la Société dispose d'actifs nets au moins équivalents à son capital augmenté des réserves que ne doivent pas être distribués. Ce rapport sera disponible pour inspection avant et pendant l'Assemblée Générale Annuelle.

2.5 Ni la Société ni aucune de ses filiales n'a d'employés touchés par la Transformation en Europe. En tant que tel, la Transformation n'aura pas d'incidences sur les employés.

3. Résumé des termes des statuts de la société suite à la transformation.

3.1 Sous réserve de l'aval des actionnaires étant obtenu, les Articles seront remplacés par les Statuts au moment où la Transformation entre en vigueur. Les Statuts contiennent des dispositions nécessaires pour être conformes au Règlement SE. Aucune des modifications proposées entre les Articles et les Statuts produisent un effet préjudiciable sur les droits des actionnaires. Les modifications simplement:

3.1.1 assurent que le nom de la Société et la devise de son capital social seront modifiés pour se conformer aux dispositions du règlement SE;

3.1.2 remplacent le Conseil d'Administration actuel avec un seul niveau d'Organe Administratif;

3.1.3 renforcent que les résolutions touchant différentes catégories d'actions requièrent l'accord de chacune de ces classes concernées;

3.1.4 permettent aux membres détenant un dixième du capital social souscrit à demander aux Administrateurs de convoquer une assemblée générale;

3.1.5 permettent aux membres détenant au moins 5% du capital social souscrit de la Société à inscrire des points à l'ordre du jour de toute assemblée générale;

3.1.6 expliquent quand les administrateurs peuvent être disqualifiés de siéger au Conseil d'Administration;

3.1.7 précisent les opérations qui nécessitent une décision expresse du Conseil.

Luxembourg, le 11 mai 2011.

Les Directeurs

Référence de publication: 2011065867/129.

(110074141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des FondsManagement Wachstum wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037317/12.

(110041592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des FondsManagement Substanz wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037318/12.

(110041593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des FondsManagement Chance wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037319/12.

(110041594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des FondsManagement Balance wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037320/12.

(110041595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

GCL Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 141.684.

In the year two thousand and eleven, the 24th day of March,

Before Maître Jacques DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of GCL Holdings S.C.A., a Luxembourg société en commandite par actions, with registered office at 35, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 141.684 and with a share capital of EUR 121,618.75 (the Company). The Company was incorporated on July 4, 2008 pursuant to a deed of Me Christine Doerner, notary residing in Bettembourg, acting in replacement of Me Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°2447 of October 7, 2008. The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time pursuant to a deed of Me Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, dated 3 May 2010.

The Meeting is chaired by Mr. Seiji Amino, employee, residing professionally in Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints Ms. Valentina Dadda, employee, residing professionally in Luxembourg as secretary of the Meeting (the Secretary).

The Meeting elects Mr. Christoph Junk, employee, residing professionally in Luxembourg as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau of the Meeting.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company;

II. the agenda of the Meeting (the Agenda) is worded as follows:

1. waiver of the convening notice, where necessary;

2. increase of the share capital of the Company in order to bring it from its present amount of EUR 121,618.75 (one hundred and twenty one thousand six hundred and eighteen euros and seventy-five cents), represented by 1 (one) management share in registered form with a par value of EUR 1.25 (the Management Share), 33,947 (thirty-three thousand nine hundred and forty-seven) class A limited ordinary shares in registered form with a par value of EUR 1.25 each (the Class A Limited Shares), 4,970 (four thousand nine hundred and seventy) class B limited ordinary shares in registered form with a par value of EUR 1.25 each (the Class B Limited Shares) and 58,377 (fifty-eight thousand three hundred and seventy-seven) preferred shares in registered form with a par value of EUR 1.25 each (the Preferred Shares) to the amount of EUR 128,788.75 (one hundred and twenty eight thousand seven hundred and eighty eight euros and seventy five cents) represented by 1 (one) Management Share, 36,095 (thirty-six thousand and ninety five) Class A Limited Shares, 5,116 (five thousand one hundred and sixteen) Class B Limited Shares and 61,819 (sixty one thousand eight hundred and nineteen) Preferred Shares by the way of the issue of 2,148 (two thousand one hundred and forty eight) Class A Limited Shares, 146 (one hundred and forty six) Class B Limited Shares and 3,442 (three thousand four hundred and forty two) Preferred Shares;

3. to the extent necessary, acknowledgement of the waiver of GCL Holdings GP S.à r.l.'s preferential subscription rights;

4. subscription to and payment of the share capital increase specified in item 2 above by a contribution in cash by GCL Holdings LP S.à r.l., HVB Capital Partners AG, Marco Giovannini, Francesco Bove, Anibal Diaz Diaz, Gianni Roberto Ferrari, Paolo Maria Edilio Ferrari in an aggregate amount of EUR 14,999,640, of which EUR 7,170 shall be allocated to the share capital account of the Company and EUR 14,992,470 shall be allocated to the relevant share premium accounts of the Company;

5. subsequent amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the changes adopted under item 2 above;

6. amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of GCL Holdings GP S.à r.l., acting as managing shareholder of the Company and any employee of Société Européenne de Banque to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to see to any formalities in connection therewith (including for the avoidance of doubt the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities); and

7. miscellaneous.

III. The shareholders present or represented at the Meeting (the Shareholders) and the number of shares they hold are indicated on an attendance list, which will remain attached to the present deed after having been signed "ne varietur" by the representative(s) of the Shareholders, the undersigned notary and the members of the Bureau (the Attendance List). The powers of attorney of the Shareholders that are represented at the Meeting, after signature ne varietur by the proxyholder(s) will also remain attached to the present deed.

IV. The Attendance List shows that shareholders holding (i) the Management Share and (ii) the limited and preferred shares, together representing the entire issued share capital of the Company, are present or represented at the present Meeting. The Meeting can therefore validly decide on all the items of the Agenda which has previously been communicated to the Shareholders, each of them expressly declaring to acknowledge the Agenda.

V. That the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the Agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase and hereby increases the share capital of the Company by an aggregate amount of EUR 7,170 (seven thousand one hundred and seventy euros) in order to bring it from its present amount of EUR 121,618.75 (one hundred and twenty one thousand six hundred and eighteen euros and seventy-five cents), represented by 1 (one) management share in registered form with a par value of EUR 1.25 (the Management Share), 33,947 (thirty-three thousand nine hundred and forty-seven) class A limited ordinary shares in registered form with a par value of EUR 1.25 each (the Class A Limited Shares), 4,970 (four thousand nine hundred and seventy) class B limited ordinary shares in registered form with a par value of EUR 1.25 each (the Class B Limited Non voting preferred Shares) and 58,377 (fifty-eight thousand three hundred and seventy-seven) preferred shares in registered form with a par value of EUR 1.25 each (the Preferred Shares) to the amount of EUR 128,788.75 (one hundred and twenty eight thousand seven hundred and eighty eight euros and seventy five cents) represented by 1 (one) Management Share, 36,095 (thirty-six thousand and ninety five) Class A Limited Shares, 5,116 (five thousand one hundred and sixteen) Class B Limited Shares and 61,819

(sixty one thousand eight hundred and nineteen) Preferred Shares by the way of the issue of 2,148 (two thousand one hundred and forty eight) Class A Limited Shares, 146 (one hundred and forty six) Class B Limited Shares and 3,442 (three thousand four hundred and forty two) Preferred Shares.

Third resolution

To the extent necessary, the Meeting further acknowledges the waiver by GCL Holdings GP S.à.r.l of its preferential subscription rights (the Waiver).

The Waiver does not imply a final or explicit waiver of preferential subscription rights for any future increase of capital which might be decided upon by the Company.

Fourth resolution

The Meeting resolves to accept and record the following subscriptions to and full payments of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Subscribers (the Subscribers)	Number and Class of Shares to be subscribed and paid-up	Contribution in cash	Amount allocated to the share premium account of the Company
GCL Holdings LP S.à r.l.	Class A Shares: 1,916 Preferred Shares: 3,071	EUR 2,395 EUR 3,838.75	EUR 5,007,945 EUR 8,026,826.25
HVB Capital Partners AG	Class A Shares: 232 Preferred Shares: 371	EUR 290 EUR 463.75	EUR 606,390 EUR 969,701.25
Marco Giovannini	Class B Shares: 62	EUR 77.50	EUR 162,052.50
Francesco Bove	Class B Shares: 31	EUR 38.75	EUR 81,026.25
Anibal Diaz Diaz	Class B Shares: 29	EUR 36.25	EUR 75,798.75
Gianni Roberto Ferrari	Class B Shares: 11	EUR 13.75	EUR 28,751.25
Paolo Maria Edilio Ferrari	Class B Shares: 13	EUR 16.25	EUR 33,978.75

The Subscribers and the non-subscribing shareholder are all represented by Société Européenne de Banque S.A, a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) with registered office at 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 13859 by virtue of powers of attorney dated March 18, 2011, March 21, 2011 March 18, 2011, March 14, 2011, March 14, 2011, March 14, 2011, March 14, 2011 and March 14, 2011.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders hereby expressly approve and agree to the issuance (including the proportion of shares issued to each such subscriber) of the limited and preferred shares, as set out in the table above. The aggregate subscription amount referred to above, being an amount of EUR 14,999,640 (fourteen million nine hundred and ninety nine thousand six hundred and forty euros), evidence of which has been given to the undersigned notary by bank certificat.

is to be allocated to the nominal share capital account of the Company.

The contribution in cash is to be allocated as follows:

(i) an amount of EUR 7,170 (seven thousand one hundred and seventy) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company; and

(ii) an aggregate amount of EUR 14,992,470 (fourteen million nine hundred and ninety two thousand four hundred and seventy euros) is to be allocated to the relevant premium reserve accounts of the Company.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Meeting resolves to amend the first paragraph of article 5 of the Articles in respect of the Company's share capital in order to reflect the above changes and resolves that such article shall henceforth read as follows:

"The subscribed share capital of the Company is set at EUR 128,788.75 (one hundred and twenty eight thousand seven hundred and eighty eight euros and seventy five cents) represented by:

a. 1 management share in registered form with a par value of EUR 1.25 (the Management Share) (Action de Commandité),

b. 36,095 (thirty-six thousand and ninety five) class A limited ordinary shares in registered form with a par value of EUR 1.25 each (the Class A Limited Shares),

c. 5,116 (five thousand one hundred and sixteen) class B limited non voting preferred shares in registered form with a par value of EUR 1.25 each (the Class B Limited Shares), and

d. 61,819 (sixty one thousand eight hundred and nineteen) preferred shares with a nominal value of EUR 1.25 (one euro and twenty-five eurocents) each (the Preferred Shares, and together with the Class A Limited Shares and the Class B Limited Shares are collectively referred to as the Limited Shares (Actions de Commanditaires).

Any amounts paid in respect of the Limited Shares at the time of their subscription over the par value of such shares shall be credited to a premium reserve account of the Company (a Premium Reserve Account) of the class corresponding to that of the shares in question.”

Sixth resolution

Thereupon, the Meeting having acknowledged the Waiver, decides to accept the said subscriptions and payments by the Subscribers and resolves to allot the shares to the said Subscribers as indicated hereabove.

As a consequence, the Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above mentioned changes with power and authority given to any manager of GCL Holdings GP S.à r.l., acting as managing general partner of the Company, and any employee of Société Européenne de Banque S.A. to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to see to any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

There being no further business, the meeting is closed.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 5,500.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le vingt-quatre mars,

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de GCL Holdings S.C.A. une société en commandite par actions, de droit luxembourgeois dont le siège social se situe au 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.684 et dont le capital social est de EUR 121,618.75 (la Société). La Société a été constituée le 4 juillet 2008, suivant un acte de Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, agissant en remplacement de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°2447 du 7 octobre 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg en date du 3 mai 2010.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Seiji Amino, employé privé, de résidence professionnelle à Luxembourg (le Président).

Le Président nomme Mademoiselle Valentina Dadda, employée privée, de résidence professionnelle à Luxembourg, comme secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée choisit Monsieur Christoph Junk, employé privé, de résidence professionnelle à Luxembourg, comme scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont collectivement désignés ci-après comme le Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau ayant été ainsi constitué, le Président demande au notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

l'Assemblée a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. que les Associés détiennent l'ensemble des parts sociales dans le capital social de la Société.

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation, si nécessaire;

2. Augmentation du capital social de la Société afin de le porter de son montant actuel de EUR 121.618,75 (cent vingt-et-un mille six cent dix-huit euros et soixante-quinze centimes) représenté par 1 (une) action de commandité sous forme nominative, d'une valeur nominale de EUR 1,25 (l'Action de Commandité), 33.947 (trente-trois mille neuf cent quarante sept) actions de commanditaire ordinaires de classe A sous forme nominative, d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune (les Actions de Commanditaire de Classe A), 4.970 (quatre mille neuf cent soixante-dix) actions de commanditaire ordinaires de classe B sous forme nominative, d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune (les Actions de Commanditaire de Classe B) et 58.377 (cinquante-huit mille trois cent soixante-dix-sept) actions préférentielles sous forme nominative,

d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune (les Actions Préférentielles) au montant de EUR 128.788,75 (cent vingt-huit mille sept cent quatre-vingt-huit euros et soixante-quinze centimes) représenté par 1 (une) Action de Commandité, 36.095 (trente six mille quatre vingt quinze) Actions de Commanditaire de Classe A, 5.116 (cinq mille cent seize) Actions de Commanditaire de Classe B et 61.819 (soixante-et-un mille huit cent dix-neuf) Actions Préférentielles par l'émission de 2.148 (deux mille cent quarante huit) Actions de Commanditaire de Classe A, 146 (cent quarante six) Actions de Commanditaire de Classe B et 3.442 (trois mille quatre cent quarante deux) Actions Préférentielles;

3. Dans la mesure nécessaire, prise d'acte de la renonciation par GCL Holdings GP S.à.r.l. de ses droits préférentiels de souscription;

4. Souscription et paiement de l'augmentation de capital social mentionnée au point 2 ci-dessus par un apport en numéraire de GCL Holdings LP S.à.r.l., HVB Capital Partners AG, Marco Giovannini, Francesco Bove, Anibal Diaz Diaz, Gianni Roberto Ferrari, Paolo Maria Edilio Ferrari pour un montant total de EUR 14.999.640 dont EUR 7.170 seront alloués au compte capital social de la Société et EUR 14.992.470 seront alloués aux différents comptes de prime d'émission de la Société;

5. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les changements adoptés au point 2 ci-dessus;

6. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout gérant de GCL Holdings GP S.à r.l., agissant en qualité d'associé gérant commandité de la Société et à tout employé de Société Européenne de Banque afin de procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société et d'entreprendre toutes les formalités y afférentes (y compris, en tout état de cause, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes); et

7. Divers.

III. Les Associés présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent acte après avoir été signée ne varietur par le(s) représentant(s) des Associés, le notaire instrumentant et les membres du Bureau (la Liste de Présence). Les procurations des Associés qui sont représentés à l'Assemblée, après signature ne varietur par leur(s) mandataire(s) resteront également annexés au présent acte.

IV. La Liste de Présence montre que les actionnaires détenant (i) des Actions de commandités, (ii) des Actions de Commanditaire et (iii) des Actions Préférentielles, représentant l'ensemble du capital social émis par la Société, sont présents ou représentés à la présente Assemblée. L'Assemblée peut ainsi valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour tels que préalablement communiqué aux actionnaires, chacun d'eux déclarant expressément y avoir pris connaissance.

V. L'Assemblée a donc pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés représentés se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter et par la présente augmente le capital social de la Société d'un montant total de EUR 7,170 (sept mille cent soixante dix euros) afin de le porter de son montant actuel de EUR 121.618,75 (cent vingt et un mille six cent dix-huit et soixante-quinze euros) représenté par 1 (une) action de commandité, sous forme nominative, ayant une valeur nominale de EUR 1,25 (l'Action de Commandité), 33.947 (trente trois mille neuf cent quarante-sept) actions de commanditaire ordinaires de classe A, sous forme nominative, d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune (les Actions de Commanditaire de Classe A), 4.970 (quatre mille neuf cent soixante-dix) actions de commanditaire ordinaires de classe B, sous forme nominative, d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune (Actions de commanditaire Privilégiés sans droit de vote de Classe B) et 58.377 (cinquante-huit mille trois cent soixante-dix-sept) actions préférentielles, sous forme nominative, d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune (les Actions Préférentielles) au montant de EUR 128.788,75 (cent vingt huit mille sept cent quatre vingt huit euros et soixante quinze centimes) représenté par 1 (une) Action de Commandité, 36.095 (trente six mille quatre vingt quinze) Actions de Commanditaire de Classe A, 5.116 (cinq mille cent seize) Actions de Commanditaire de Classe B et 61.819 (soixante et un mille huit cent dix-neuf) Actions Préférentielles par l'émission de 2.148 (deux mille cent quarante huit) Actions de Commanditaire de Classe A, 146 (cent quarante six) Actions de Commanditaire de Classe B et 3.442 (trois mille quatre quarante deux) Actions Préférentielles.

Troisième résolution

Dans la mesure nécessaire, l'Assemblée prend acte de la renonciation par GCL Holdings GP S.à r.l. à ses droits de souscription préférentiels (la Renonciation).

La Renonciation, n'implique pas une renonciation définitive ou explicite à ses droits de souscription préférentiels pour toute future augmentation de capital pouvant être décidée par la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes et les paiements de l'augmentation de capital social comme suit:

Investisseurs (les Investisseurs)	Souscription – Paiement		
	Nombre d'Actions de Commanditaire à souscrire et libérer	Apport en numéraire	Montant affecté au compte de prime d'émission de la Société
GCL Holdings LP S.à r.l.	Actions de classe A: 1.916	EUR 2.395	EUR 5.007.945
	Actions préférentielles: 3.071	EUR 3.838,75	EUR 8.026.826,25
HVB Capital Partners AG	Actions de classe A: 232	EUR 290	EUR 606.390
	Actions Préférentielles: 371	EUR 463,75	EUR 969.701,25
Marco Giovannini	Actions de classe B: 62	EUR 77,50	EUR 162.052,50
Francesco Bove	Actions de classe B: 31	EUR 38,75	EUR 81.026,25
Anibal Diaz Diaz	Actions de classe B: 29	EUR 36,25	EUR 75.798,75
Gianni Roberto Ferrari	Actions de classe B: 11	EUR 13,75	EUR 28.751,25
Paolo Maria Edilio Ferrari	Actions de classe B: 13	EUR 16,25	EUR 33.978,75

Les souscripteurs, et l'associé qui ne souscrit pas, sont dûment représentés par Société Européenne de Banque S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 13859 en vertu de procurations datées du 18 mars 2011, 21 mars 2011, 18 mars 2011, 14 mars 2011, 14 mars 2011, 14 mars 2011, 14 mars 2011 et 14 mars 2011.

Lesdites procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire représentant les parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les actionnaires autorisent expressément et acceptent l'émission des Actions de Commanditaires et des Actions Préférentielles (y compris la proportion des actions détenues par chaque souscripteur), comme prévu dans le tableau ci-dessus. Le montant total de la souscription tel que mentionné ci-dessus s'élève à EUR 14.999.640 (quatorze millions neuf cent quatre vingt dix-neuf mille six cent quarante euros), preuve en a été donnée au notaire soussigné par certificat bancaire

et sera affecté au compte de "capital social à valeur nominale".

Cet apport est affecté comme suit:

- (i) pour un montant de EUR 7,170 (sept mille cent soixante dix euros) au compte capital social de la Société; et
- (ii) pour un montant de EUR 14,992,470 (quatorze million neuf cent quatre vingt douze mille quatre cent soixante neuf euros) au compte de réserve des primes d'émission des Actions de Commanditaire de la Société.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts relatif au capital social de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et décide que cet article aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 128.788,75 (cent vingt huit mille sept cent quatre vingt huit euros et soixante quinze centimes) représenté par:

- a. 1 action de commandité sous forme nominative d'une valeur nominale de EUR 1,25 (l'Action de Commandité);
- b. 36,095 (trente six mille quatre vingt quinze) actions ordinaires de commanditaire de classe A sous forme nominative d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune; (les Actions de Commanditaire de Classe A).
- c. 5,116 (cinq mille cent seize) actions de commanditaire privilégiées sans droit de vote de classe B sous forme nominative d'une valeur nominale de EUR 1,25 chacune (les Actions de Commanditaire de Classe B), et
- d. 61,819 (soixante et un mille huit cent dix-neuf) actions préférentielles d'une valeur nominale de EUR 1,25 (un euro et vingt-cinq centimes) chacune (les Actions Préférentielles, qui sont, avec les Actions de Commanditaire de Classe A et les Actions de Commanditaire de Classe B, dénommées les Actions de Commanditaires).

Tout montant libéré en rapport avec les Actions de Commanditaires au-delà de leur valeur nominale au moment de leur souscription sera alloué à un compte de réserve de prime d'émission de la Société (le Compte de Réserve de Prime d'Emission) attribué spécialement à cette classe d'actions.»

Sixième résolution

L'Assemblée ayant pris connaissance de la Renonciation, décide d'accepter lesdites souscriptions ainsi que les paiements effectués par les souscripteurs et décide également d'attribuer les actions auxdits souscripteurs tel que prévu ci-dessus.

l'Assemblée décide donc de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout gérant de GCL Holdings GP S.à r.l., agissant en qualité d'associé gérant commandité de la Société et à tout employé de Société Européenne de Banque S.A. afin de procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société et d'entreprendre toutes les formalités y afférentes (en ce compris, en tout état de cause, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 5.500,-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes mentionnées ci-dessus le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: S. AMINO, V. DADDA, Ch. JUNK, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 31 mars 2011, LAC/2011/14841: Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75.-)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société prénommée, aux fins de dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 7 avril 2011.

Référence de publication: 2011064829/324.

(110072806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des PrivatePortfolio Growth Special wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037321/12.

(110041656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des VermögensManagement Balance wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037323/12.

(110041706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des VermögensManagement Chance wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037324/12.

(110041707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.856.

Das Verwaltungsreglement des VermögensManagement Balance wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037325/12.

(110041708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

ING Index Linked Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 78.496.

ING International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 47.586.

L'an deux mille onze, le dix-neuf avril.

Par-devant, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, agissant en remplacement de son Confrère Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ING Index Linked Fund II (ci-après "la Société") une société d'investissement à capital variable (Partie I de la loi du 20 décembre 2002), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 78.496 et ayant son siège social au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, constituée sous la dénomination ING DIRECT SICAV suivant acte notarié en date du 27 octobre 2000, publié au Mémorial, Recueil C numéro 871 du 4 décembre 2000, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Gérard Lecuit du 3 novembre 2005, publié au Mémorial, Recueil C numéro 1327 du 5 décembre 2005, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 78.496.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mathieu Thiry, juriste, avec adresse professionnelle au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Elise Valentin-von Frantzius, juriste, avec adresse professionnelle au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alexander Semik, juriste, avec adresse professionnelle au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Approbation de la notice explicative portant sur le projet de fusion entre la Société et ING International rédigée conformément à l'Article 265 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "Loi").

2. Approbation du rapport du réviseur d'entreprises indépendant rédigé conformément à l'Article 266 (1) de la Loi en vue d'analyser la méthode proposée dans le projet de fusion pour déterminer le ratio d'échange entre les actions de la Société et les nouvelles actions émises de ING International.

3. Reconnaissance de l'accomplissement de toutes les formalités édictées à l'Article 267 de la Loi relatif aux droits de chaque actionnaire de consulter les documents de la fusion au siège social de la société un mois au moins avant la date de la fusion.

4. Approbation du projet de fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 17 mars 2011.

5. Approbation de la fusion entre la Société, en sa qualité de Société absorbée, et ING International, société d'investissement à capital variable, sise au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce

et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47 586 ("ING International"), en sa qualité de Société absorbante (la "Fusion").

6. L'absorption de la Société par ING International s'effectuera comme suit:

ING Index Linked Fund II - Polish Continuous	ING International - ING Index Linked Fund II - Polish
Click Fund Euro - Cap PLN (LU0137913843) dans	Continuous Click Fund Euro - Cap PLN (LU0580360484)

et sera effective à compter du 19 avril 2011 ou dès que, possible après cette date; le ratio d'échange applicable entre les actions de la Société et les nouvelles actions d'ING International sera déterminé sur la base de la Valeur nette d'inventaire des compartiments/classes d'actions/sous-classes d'actions respectifs/ves de la Société et d'ING International, tel que précisé dans la documentation relative à la Fusion.

7. Dissolution sans liquidation de la Société et annulation subséquente de toutes les actions en circulation inscrites dans les livres tenus par Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. à la date de la Fusion, lesquelles seront remplacées par des actions des compartiments d'ING International tel que précisé dans la documentation relative à la Fusion et conformément à l'Article 274 de la Loi.

8. Décharge des membres du Conseil d'administration de la Société et choix du lieu où les livres et registres de la Société seront conservés pendant une période de cinq ans.

9. Prise d'effet de la Fusion le 19 avril 2011 ou dès que possible après cette date.

2.- Que la présente assemblée générale a été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour envoyés aux actionnaires, par courriers recommandés, tous étant des actionnaires nominatifs le 17 mars 2011.

Copies de ces lettres ont été mis à la disposition du bureau de l'assemblée.

3.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

4.- Il résulte de la liste de présence prémentionnée que sur les 2 792 4 actions actuellement en circulation (05.04.2011), la totalité de ces actions sont dûment représentées à la présente assemblée.

La présente assemblée peut donc délibérer valablement selon l'ordre du jour.

5.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées, à savoir:

- Publication au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 500 en date du 17 mars 2011 du projet de fusion rectificatif établi par acte du notaire soussigné en date du 15 mars 2011 (rectifiant le projet de fusion daté du 3 mars 2011 établi par le notaire soussigné), par les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

- Etablissement d'un rapport écrit par les conseils d'administration des deux sociétés qui fusionnent expliquant et justifiant le projet de fusion et en particulier l'échange des actions.

- Etablissement de deux rapports écrits par deux experts indépendants conformément à l'article 266 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales, à savoir Ernst & Young S.A, une société anonyme, ayant son siège à L-5365 Munsbach, Parc d'Activité Syrdall 2, 7, rue Gabriel Lippmann, pour la société ING International et PricewaterhouseCoopers, une société à responsabilité limitée, ayant son siège à L-1014 Luxembourg, 400, route d'Esch pour la société ING Index Linked Fund II.

- Le projet de fusion rectificatif, le rapport des Conseils d'Administration des deux Sociétés, le rapport des experts indépendants à chacune des Sociétés, de même que les comptes annuels révisés et les rapports y afférents de chacune des Sociétés pour les exercices sociaux se terminant les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et tous autres documents comptables requis par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et notamment l'article 267, ont été mis à la disposition des actionnaires de la Société au siège social de la Société, ainsi qu'auprès des agents chargés du service financier des Sociétés, un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire.

Une attestation, certifiant le dépôt de ces documents, signée par deux administrateurs restera annexée aux présentes.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale entend et approuve le rapport du 1^{er} mars 2011, établi par les Conseils d'Administrations des sociétés qui fusionnent, expliquant et justifiant le projet de fusion du 15 mars 2011 entre la Société ING Index Linked Fund II et ING International, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations numéro 500 en date du 17 mars 2011, et rédigée conformément à l'Article 265 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale entend et approuve le rapport du 18 mars 2011 du réviseur d'entreprises de la Société, à savoir PricewaterhouseCoopers, rédigée conformément à l'Article 266 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, qui conclut comme suit:

" **5. Conclusion.** Based on our work, nothing has come to our attention that causes us to believe that that the proposed method used to determine the share exchange ratio described in the merger proposal and the modified merger proposal is not adequate in the circumstances.

Supplementary information included in the merger proposal and modified merger proposal has been reviewed in the context of our mandate, but has not been subject to specific procedures carried out in accordance with the professional standards described above.

Consequently we express no opinion on such information. We have no observation to make concerning such information in the merger proposal and modified merger proposal.

Our report has been prepared solely for the purpose of complying with Article 266 of the Law, and it should not be used, mentioned or distributed for other purpose."

Le rapport du réviseur préqualifié, ainsi qu'une copie du rapport du Conseil d'Administration préqualifié, resteront après avoir été signés "Ne Varietur" par les membres du bureau, les mandataires des actionnaires ainsi que le notaire instrumentant, annexés au présent acte.

Troisième résolution

L'assemblée générale constate que les formalités édictées à l'Article 267 de la Loi en ce qui concerne le droit de chaque actionnaire à consulter la documentation relative à la fusion au siège social de la Société au moins un mois avant la date prévue de la présente Assemblée ont été accomplies.

Quatrième résolution

L'assemblée générale après avoir examiné le projet de fusion rectificatif tel que publié au Mémorial, décide d'approuver ledit projet en toute sa forme et teneur.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'approuver la fusion entre la Société, en sa qualité de Société absorbée, et ING International, société d'investissement à capital variable, sise au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47586, en sa qualité de Société absorbante.

L'absorption de la Société par ING International s'effectuera comme suit:

Compartiment absorbé	Compartiment absorbant
ING Index Linked Fund II - Polish	ING International - ING Index Linked Fund II - Polish
Continuous Click Fund Euro - Cap PLN	Continuous Click Fund Euro - Cap PLN

et sera effective à compter du 19 avril 2011 (ci-après "la date d'effet"); le ratio d'échange applicable entre les actions de la Société et les nouvelles actions d'ING International sera déterminé sur la base de la Valeur nette d'inventaire des compartiments/classes d'actions/sous-classes d'actions respectifs/ves de la Société et d'ING International, tel que précisé dans la documentation relative à la Fusion et calculés au 19 avril 2011.

L'assemblée générale constate encore que sur base d'une attestation émanant du conseil d'administration de la société absorbante qu'aucun actionnaire de la Société Absorbante n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication du projet de fusion, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, afin de décider de l'approbation de la fusion, sous réserve des prérogatives énoncées à l'article 264 c) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre sans liquidation la Société et d'annuler par subséquent toutes les actions en circulation inscrites dans les livres tenus par Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. à la date de la Fusion, lesquelles seront remplacées par des actions du compartiment d'ING International tel que précisé dans la documentation relative à la Fusion et conformément à l'Article 274 de la Loi.

Septième résolution

L'assemblée générale décide de donner pleine et entière décharge aux administrateurs pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au jour de la présente assemblée générale et de conserver tous les documents sociaux de la Société pendant le délai légal (cinq ans) chez ING International, ayant son siège social à L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

Constataion

Le notaire soussigné, conformément à l'article 271 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales, atteste par les présentes l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du projet de fusion.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ MILLE NEUF CENTS EUROS (1.900. - EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue d'eux connue aux membres du bureau et aux mandataires des comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec nous notaire la présente minute,

Signé: M. THIRY, E. VALENTIN-VON FRANTZIUS, A. SEMIK, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 avril 2011. Relation: LAC/2011/18012. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2011.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2011057702/163.

(110064364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

cominvest Asia Safe Kick 11/2012, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des cominvest Asia Safe Kick 11/2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037326/10.

(110041772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

cominvest Asia Safe Kick 10/2012, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des cominvest Asia Safe Kick 10/2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037327/10.

(110041773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

cominvest Asia Safe Kick 9/2012, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des cominvest Asia Safe Kick 9/2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037328/10.

(110041774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

cominvest Asia Safe Kick 8/2012, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des cominvest Asia Safe Kick 8/2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, im März 2011.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011037329/10.

(110041775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2011.

Carbon Trade & Finance SICAR S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 121.118.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-fifth day of March.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Carbon Trade & Finance SICAR S.A. (the "Company"), a public limited company ("société anonyme") qualifying as a société d'investissement en capital à risque with registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Trade and Companies Register in Luxembourg under section B number 121118, incorporated on 30 October 2006 for an unlimited duration pursuant to a deed of the notary Maître Jean-Joseph Wagner, residing in Sanem, published in the Mémorial C, Recueil de Commerce et des Sociétés (the "Mémorial") on 15 December 2006, number 2340. The articles of incorporation (the "Articles") have never been amended.

The meeting was opened at 15:30 under the chairmanship of Dr. Marcel Bartnik, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

Who appointed as secretary Aurélie Da Costa, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Vladimir Tzankov, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Change of the Company's registered office.

2. Subsequent amendment of article 2 of the articles of incorporation of the Company.

II. That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. The whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That consequently the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First Resolution

RESOLVES TO change the Company's registered office from 6a, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, to L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

Second Resolution

RESOLVES TO amend Article 2 paragraph 1, first sentence of the Company's articles of incorporation, which shall henceforth read as follows:

"The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg."

There being no further business, the meeting is closed at 4 p.m..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English, followed by a German translation and that in case of any divergences between the English and the German text, the English version shall be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person(s), the present deed is worded in English, followed by a German translation; on the request of the same appearing person(s), the English version will prevail in case of differences between the English and German text.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the German Translation:

Im Jahre zweitausendelf, am fünfundzwanzigsten Tag des Monats März.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Carbon Trade & Finance SICAR S.A. (die „Gesellschaft“) eine Aktien Gesellschaft unter der Form einer société d'investissement en capital à risque, mit Sitz in 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg gegründet gemäß notarieller Urkunde von Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit dem Amtssitz in Sanem, vom 30. Oktober 2006, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial"), N°2340 vom 15. Dezember 2006 veröffentlicht wurde, zu einer außerordentlichen Generalversammlung erschienen. Die Satzung der Gesellschaft (die „Satzung“) wurde bisher nicht abgeändert.

Die Versammlung wird um 15:30 Uhr unter dem Vorsitz von Dr. Marcel Bartnik, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Sekretär Aurélie Da Costa, Angestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Vladimir Tzankov, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg.

Es ersucht der Vorsitzende den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Änderung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft.

2. Entsprechende Änderung von Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft.

II. Die persönlich anwesenden Aktionäre oder deren bevollmächtigte Vertreter sowie die jeweilige Anzahl der Aktien gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären oder deren bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die von den bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar "ne varietur" gezeichneten Vollmachten bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen registriert zu werden.

III. Da das gesamte Gesellschaftskapital anwesend bzw. vertreten ist und sämtliche persönlich anwesenden Aktionäre oder deren bevollmächtigten Vertreter erklären, bereits vor der Außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft Kenntnis von der Tagesordnung gehabt zu haben, war die Versendung einer offiziellen Einladung zu der Außerordentlichen Generalversammlung entbehrlich.

IV. Demnach ist die Außerordentliche Generalversammlung der Gesellschaft beschlussfähig und kann über die vorhandene Tagesordnung beraten und beschließen.

Nach Beratung fasst die Außerordentliche Generalversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Außerordentliche Generalversammlung beschließt, den Gesellschaftssitz der Gesellschaft von 6a, route de Trèves, L-2633 Senningerberg nach L-2540 Luxemburg, 25, rue Edward Steichen zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Die Außerordentliche Generalversammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft an den Gesellschaftssitzwechsel anzupassen und dementsprechend Artikel 2 Paragraph 1, erster Satz der Satzung mit folgendem Wortlaut neuzufassen:

„Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist und niemand mehr das Wort ergreift, wird die Versammlung um 16 Uhr geschlossen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache verstehen und sprechen kann, erklärt, dass die vorstehende Urkunde auf Verlangen der Parteien in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde. Die Parteien legen fest, dass im Falle von Widersprüchen zwischen beiden Versionen, die englische Version Vorrang hat.

Worüber Urkunde, Aufgenommen und geschlossen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung des Vorstehenden an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. BARTNIK, A. DA COSTA, V. TZANKOV und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 avril 2011. Relation: LAC/2011/15450. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): p.d. T. BENNING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 2. Mai 2011.

Référence de publication: 2011059037/104.

(110066507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2011.